

L'INTERVENTION FRANCAISE EN ESPAGNE EN 1823

DEUXIEME PARTIE

LES HOSTILITES

Chapitre 8 Les Hostilités

L'affaire de la Bidassoa

Le 6 avril, à midi, le duc d'Angoulême arrive à Saint Jean de Luz. Le maréchal Oudinot a réuni le Premier Corps d'Armée devant Urrugne. Le 7 avril, à cinq heures du matin, un pont de barques est établi sur la Bidassoa pour permettre à l'infanterie du Premier Corps de passer la rivière, pendant que la cavalerie légère la franchit à gué. A six heures, les troupes françaises entrent dans Irun.

La première escarmouche est franco-française. Un groupe de cent à cent cinquante hommes, armés de fusils, vêtus des uniformes des grenadiers et chasseurs à pieds de la Garde Impériale, portant deux drapeaux aux trois couleurs, crient "*Vive la Liberté, vive Napoléon, vive la République*". Le général Vallin, dont la brigade se trouve encore sur la rive française, les invite à se retirer. Ils refusent. Le général fait mettre une pièce en batterie et effectue un tir de sommation. Les anciens soldats de Napoléon chantent la Marseillaise. Un lieutenant de l'artillerie royale commande un second tir. La pièce est chargée à mitraille, on relève huit morts et quatre blessés gravement atteints chez les napoléoniens.

Cet incident dramatique était prévisible. Depuis plusieurs mois, l'armée française était l'objet d'incitations à la désertion de la part d'anciens officiers de Napoléon et de libéraux réfugiés en Espagne.

Toujours dans les Pyrénées, mais à l'extrémité orientale cette fois-ci, un bataillon du 18ème de Ligne est attaqué par des Espagnols constitutionnels, poursuivant des Espagnols royalistes, sur le territoire français, dans la région de Puycerda-Bourg Madame. Le bataillon français réagit vigoureusement.

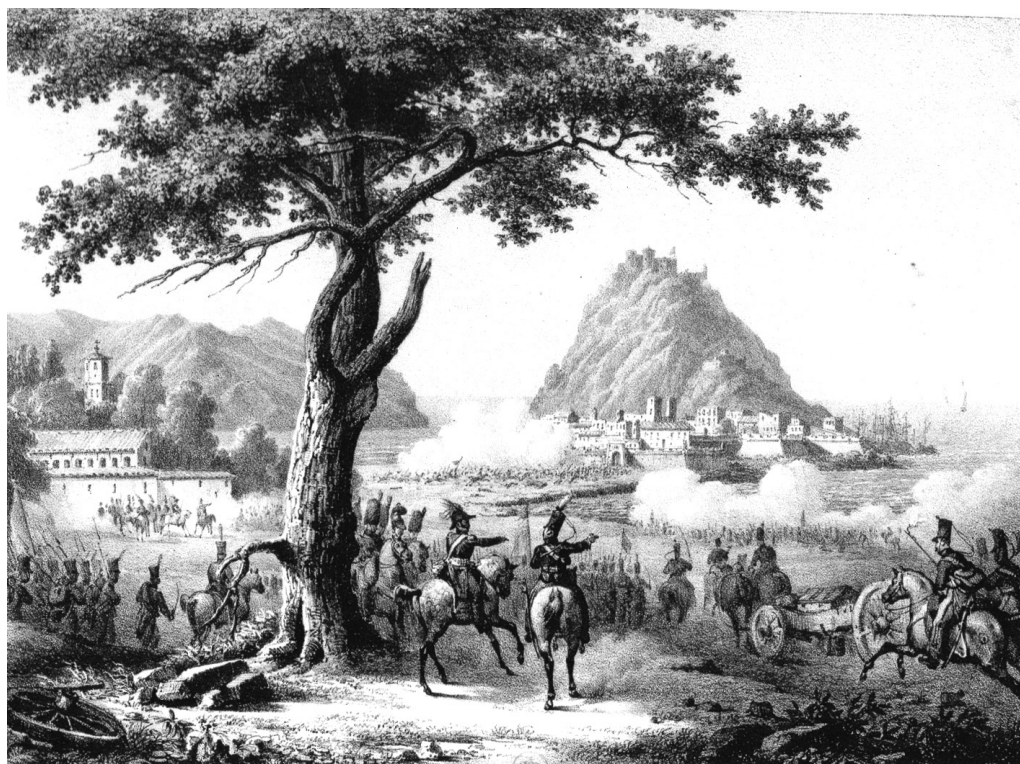
Le début des hostilités

Avant de franchir la frontière franco- espagnole, le duc d'Angoulême fait rédiger une proclamation aux Espagnols par le conseiller d'État, commissaire civil, de Martignac : "*Il est temps de mettre un terme à l'anarchie qui déchire l'Espagne. La France n'est pas en guerre avec votre patrie. Je vais franchir les Pyrénées à la tête de cent mille Français pour m'unir aux Espagnols amis de l'ordre et des lois, pour les aider à délivrer le Roi prisonnier, à relever l'autel et le trône, à arracher les prêtres à la proscription. Espagnols, tout se fera pour vous et avec vous. Les Français ne sont, et ne veulent être que vos auxiliaires. Votre drapeau flottera seul sur vos cités. Les provinces traversées par nos soldats seront administrées au nom de Ferdinand par des autorités espagnoles. La discipline la plus sévère sera observée. Tout ce qui sera nécessaire au service de l'armée sera payé avec une religieuse exactitude. Nous ne prétendons ni vous imposer des lois ni occuper votre pays*"

Dès l'entrée des troupes françaises en Espagne, le Grand Quartier Général va publier, sous la signature du lieutenant général comte Guillemot, un bulletin donnant l'état d'avancement de la campagne. Le premier de ces bulletins est daté du 7 avril, le second du 9 signale que la brigade d'avant garde, sous les ordres du général Vallin, est à une demi-journée de marche au delà de Tolosa.

Il n'y a pas eu de combat, mais une simple marche en territoire neutre. Devant Saint Sébastien, la situation change complètement. La division Bourke commence le blocus de la

ville. Le commandant constitutionnel refuse de se rendre et animé d'une combativité qui ne sera pas exceptionnelle tout au long de la campagne, tente par deux fois, des sorties en force qui sont repoussées par des bataillons des 22ème, 30ème et 35ème Régiments de Ligne. La garnison de Saint Sébastien refusera de se rendre jusqu'au mois de septembre, quand tout espoir sera perdu pour les Constitutionnels.



VUE DE S. SEBASTIEN.

*Le 9 avril 1833 la garnison ayant fait une sortie fut culbutée et rejetée.
Dessiné par le Lieutenant J. C. de Brancourt*

Le 3ème Bulletin du 15 avril, huit jours exactement après l'entrée en Espagne, confirme la progression rapide du 1er Corps d'armée qui est annoncé sur l'Ebre le 17.

Un document, l' "Emplacement journalier du 30ème régiment de Ligne¹" montre la rapidité de la progression du 1er corps d'armée :

- 6 avril bivouac devant Urrugne (Orogne sur le document)
- 7 avril Renteria (Rinteria sur le document)
- 8 avril Ernani
- du 9 au 15 avril devant Saint Sébastien
- puis la marche vers Burgos, atteint le 30 avril.

Si on soustrait les jours de bivouac de cette campagne, on constate que la distance Renteria Burgos a été couverte en onze jours de marche à pied, soit vingt kilomètres par jour. Cela ne laisse aucun temps pour les combats. De la frontière à Burgos, le 1er corps a fait une promenade de santé.

¹SHD. D1 6

Les réactions espagnoles

C'est seulement le 23 avril, soit 16 jours après l'invasion, qu'un décret royal espagnol déclare la guerre à la France. Le 24, San Miguel fait une longue déclaration devant les Cortes réunies à Seville.² Le document imprimé comprend treize pages dont les principaux points sont:

- l'Espagne n'a pas été conviée à Vérone
- le cabinet des Tuileries est hostile aux institutions espagnoles. La France protège les ennemis de la constitution espagnole, les habille, les arme, encourage les traîtres qui osent utiliser le nom de Régence d'Espagne

- à Vérone le cabinet français attise l'animosité des participants
- l'armée française a envahi l'Espagne sans déclaration de guerre

Objectivement, tout ce qui précède est exact.

Evariste San Miguel fait ensuite l'état des relations diplomatiques de l'Espagne avec les principales puissances mondiales :

- Les relations sont interrompues avec le Saint Siège et avec le royaume de Naples.
- Le traité d'alliance défensif demandé par l'Espagne au Portugal n'a pas été signé.
- Les États Unis d'Amérique ont reconnu les gouvernements dissidents des colonies espagnoles et refusent de signer un traité d'amitié avec l'Espagne.
- Les relations avec les Pays Bas et la Suède seraient plutôt amicales
- Il en est de même avec Tripoli - la Tunisie - le Maroc qui vient de changer d'empereur.
- La Turquie refuse toujours le passage des bateaux espagnols vers la mer Noire
- Il existe avec l'Algérie un état de quasi belligérance

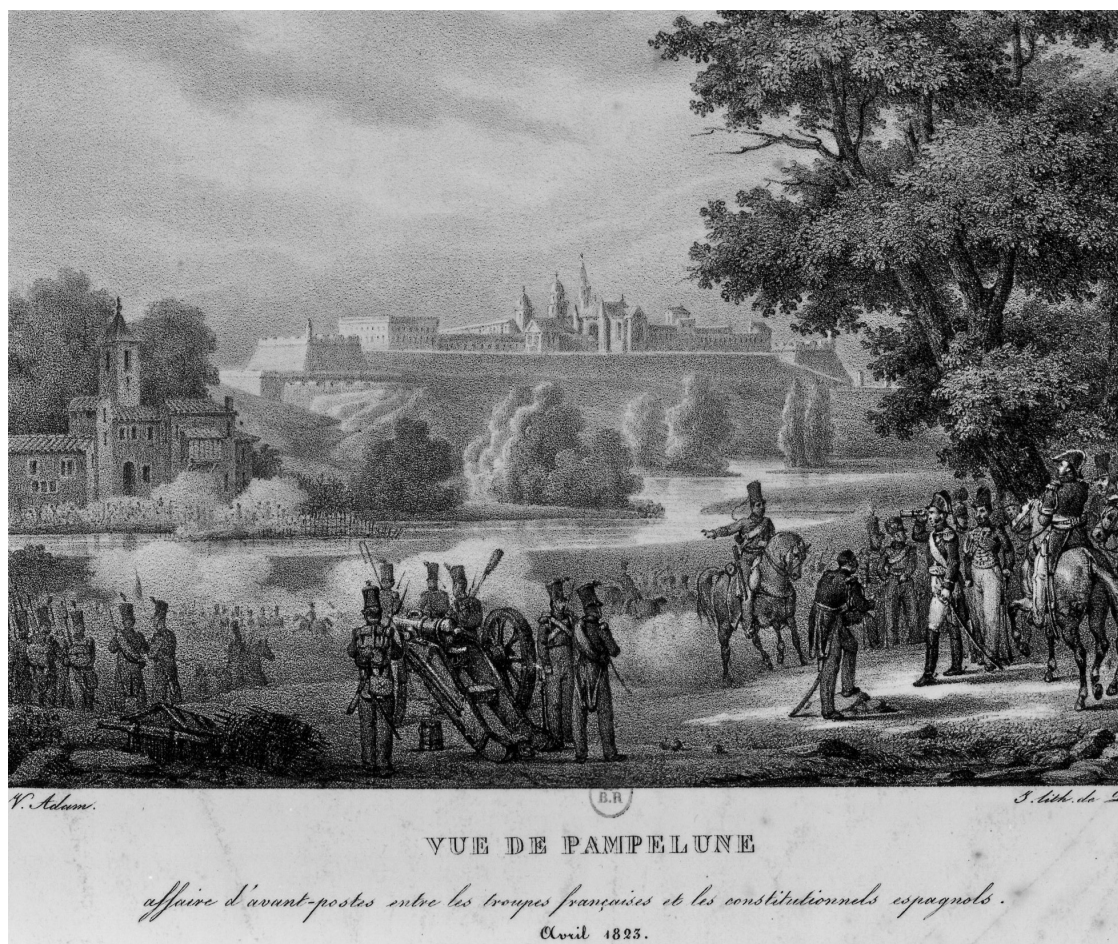
San Miguel réserve à la Grande Bretagne une partie importante de son allocution. Elle n'a pas adopté, à Vérone, les principes professés par les quatre puissances continentales. Elle s'en est écartée, dit-il, quand celles-ci ont voulu mettre en œuvre leur projet d'intervention. La Grande Bretagne préfère aujourd'hui une attitude neutre, mais San Miguel pose la question, le restera-t-elle longtemps ? Il n'oublie pas de mentionner les plaintes de l'Espagne devant les prises de bateaux marchands par les navires anglais.

En résumé, San Miguel reconnaît l'isolement international de l'Espagne, la faiblesse des forces armées, la pénurie en numéraire et les problèmes intérieurs. Il conclut sur un couplet patriotique appelant à la victoire, à l'honneur espagnol. Il sait que l'Espagne n'a pas les moyens de se défendre. Les mois qui suivent vont confirmer son analyse.

Poursuite des hostilités

Le général comte Molitor, avec le 2ème Corps d'armée et l'assistance, faible numériquement mais efficace moralement à ce moment là, du corps espagnol royaliste, sous les ordres du général d'Espagne pénètre en Navarre et investit Pampelune. Comme Saint Sébastien, Pampelune refuse de se rendre, combat énergiquement, obligeant les troupes françaises à assiéger la ville, laquelle comme Saint Sébastien, ne se rendra qu'en septembre, affamée et démunie de tout.

² Archivo Historico Nacional. Estado liasse 3024



Dans les Pyrénées Orientales, le 4ème Corps d'armée sous les ordres du vieux maréchal Moncey (69 ans en juillet 1823), n'est entré en Catalogne que le 18 avril. Le généralissime avait laissé une totale autonomie à Moncey, connaissant sa valeur et aussi la difficulté des communications entre les deux extrémités des Pyrénées. La 2ème division de ce corps, commandée par le lieutenant général vicomte de Damas, ne s'établit à Figueras, situé à vingt six kilomètres de la frontière, que dans la nuit du 24 au 25 avril, soit une progression de quatre kilomètres par jour, on est loin des vitesses de pénétration en Navarre et Pays Basque. Comme le dit Bittard des Portes (op.cit) la population rurale de Catalogne est beaucoup plus favorable aux idées constitutionnelles que celle des autres provinces d'Espagne.

Le 4ème Corps d'Armée a, en face de lui, Mina commandant en chef de l'armée de Catalogne, ancien chef guérillero des années 1810, connaissant la montagne, tacticien compétent, expérimenté. Moncey le sait, d'où sa prudence dans la progression. Les troupes de Milans, l'un des adjoints de Mina, refusent le combat, reprenant ainsi la tactique des guérilleros pendant la guerre d'Indépendance. Le baron de Damas, qui commande la 9ème division de Catalogne, confirme dans ses Mémoires³ publiées plusieurs décennies après la guerre : "Mina manœuvrait en tous sens plus en partisan qu'en général d'armée". Le général

³ Damas , baron de.Mémoires Tome II chap XVI

Mina semble oublier qu'il commande une armée régulière, et que les trains régimentaires sont lourds et lents à manoeuvrer.

Pour dégager les troupes de Mina en retraite, une petite partie de la garnison de Barcelone, sous les ordres du général Rotten, sort de la ville pour effectuer une diversion. Ces troupes sont vigoureusement repoussées. Les Constitutionnels s'enfuient en jetant armes et équipements.

Le bulletin de l'armée du 1er juin rapporte ces combats du 24 mai :

- 150 hommes tués ou blessés chez les Constitutionnels
- 40 officiers et 150 hommes prisonniers

Sur le champ de bataille cinq cents fusils, des gibecières, des shakos, des lances, des sabres, sont récupérés.

Les troupes françaises déplorent trois morts et quinze blessés. La disproportion est flagrante. Dans cette affaire, les Constitutionnels, peut-être mal commandés, sans doute peu motivés, ne savent ou ne veulent pas se battre.

Pendant que le 4ème Corps d'Armée piétine en Catalogne, la progression éclair se poursuit vers l'Ouest puis vers le Sud. Le 23 mai, l'avant garde du corps de réserve et une brigade de la division Obert du 1er corps d'armée, entrent dans Madrid sans coup tirer. Le généralissime, avec le reste des troupes, pénètrent dans Madrid le 24. L'armée a quitté Irun le 7 avril, un mois et demi plus tard elle arrive à Madrid distant de 500 km, vitesse moyenne 5,5 km/jour, repos inclus, comme au début de la campagne il s'agit d'une promenade sans aucun combat.

Le 6ème bulletin, daté du 25 mai du quartier général de Madrid, est un cri de victoire : *“Arrivé sur l'Ebre, le Prince général en chef voyant que les soldats français étaient partout accueillis comme des libérateurs, qu'ils trouvaient dans presque tous les Espagnols des alliés pleins d'ardeur et de zèle, que les corps peu nombreux qui obéissaient encore aux Cortes ne pouvaient sur aucun point opposer une résistance sérieuse, crut devoir s'écarter des règles ordinaires de la guerre en faisant de grands détachements pour hâter la délivrance de l'Aragon et de la Castille”*. Mission est donnée au 2ème corps d'armée, sous les ordres du lieutenant général comte Molitor, d'occuper Saragosse, puis d'aller en Catalogne pour faciliter les opérations du 4ème corps d'armée, commandé par le maréchal duc de Conegliano.

Le 7ème bulletin, du 28 mai, signale l'affrontement de la 1ère brigade du 1er corps avec trois mille fantassins et cinq cents cavaliers de l'armée constitutionnelle à Talavera. Là encore les Espagnols se retirent sans réellement combattre.

Les difficultés politiques

Si sur le plan militaire le duc d'Angoulême a toutes les raisons de se féliciter de la réussite de sa stratégie, il n'en va pas de même sur le plan de la politique intérieure espagnole. Dès son entrée dans Madrid, Angoulême demande aux membres du Conseil de Castille et des Indes de se réunir pour choisir une Régence du Royaume pendant la captivité du roi Ferdinand VII. Ce Conseil de Régence comprend : duc de l'Infantado, duc de Mortemart, baron d'Eroles, évêque d'Osma, don Antoine Gomez Calderon.

Le 19 juin à Madrid, Martignac, commissaire civil, écrit⁴ à Monsieur le duc de l'Infantado : *“je remplis à regret un devoir qui m'est imposé en vous faisant part des inquiétudes qu'ont fait naître dans l'esprit de son Altesse Royale quelques uns des derniers actes de la Régence publiés par la voie des journaux”*.

⁴ A.H.N. Estado liasse 2840

Martignac rappelle les raisons de l'intervention française et les conditions de la collaboration entre la Régence et le chef de l'armée française. La Régence doit s'occuper essentiellement de l'administration du pays, de l'organisation de l'armée de la Foi et contribuer aux efforts de la France pour délivrer le Roi, laissant à ce dernier la solution des problèmes graves. La vente des biens nationaux est l'un d'eux. Fort de l'expérience française dans ce domaine, en 1814 puis en 1815, Martignac écrit :

“vous souteniez la nullité de ces ventes, argument dont je suis loin de soutenir la force, je vous avais prié de considérer qu'une décision de cette nature devant froisser de nombreux intérêts, il était d'une saine politique de l'ajourner jusqu'au moment où la délivrance du Roi aurait vaincu toutes les résistances.”

Les Français apprennent, par la Gaceta de Madrid, que tous les ordres religieux, sont rétablis tels qu'ils étaient au 7 mars 1820, appelés à jouir de tous les droits qu'ils possédaient à cette époque. Son Altesse Royale déplore que ces grandes questions, réservées au Roi, aient été décidées sans nécessité et l'aient été à l'improviste sans qu'Elle en ait été informée.

La tension entre le gouvernement français et la Régence devient insupportable. Martignac avant de conclure sa lettre, lance une dernière flèche :

“je sais que quelques personnes prétendent qu'il est de votre honneur de secouer le joug (ces mots sont soulignés dans le texte) que le cabinet français veut vous imposer. La France veut vous délivrer d'un joug insupportable et non vous en imposer un, seulement, dans une entreprise où elle apporte franchise et loyauté dont il est peu d'exemples, elle demande qu'on lui accorde une confiance à laquelle elle a des droits”.

Pour calmer le conflit latent entre la Régence du Royaume et Martignac, le gouvernement français nomme un ambassadeur, Monsieur de Talaru, dont l'arrivée à Madrid met fin aux fonctions de Martignac. L'attitude hostile de la Régence envers la France n'est pas modifiée par son départ.

Le 23 juin, la Régence décrète l'incarcération, en qualité d'otage, des parents des Constitutionnels se trouvant à Cadix et dans l'île de Léon. Angoulême déclare qu'il ne tolérera pas des mesures aussi arbitraires.

Vient ensuite un document de 8 pages, une lettre écrite de la main même du vicomte de Chateaubriand, alors ministre des Affaires Étrangères, datée de Paris le 4 juin et adressée à Monseigneur le duc d'Angoulême⁵.

Le vicomte informe le duc d'Angoulême de certaines manœuvres diplomatiques concernant la Régence d'Espagne. La cour de Naples a d'abord demandé que son ambassadeur assiste aux réunions des différents ministres alliés concernant l'Espagne. Cette faveur lui fut accordée après quelques difficultés faites par la France, la Russie et la Prusse. Ensuite, cette même cour demande que le Roi de Naples soit reconnu Régent d'Espagne, en qualité de premier agnat, dans le cas où toute la famille royale viendrait à mourir. Chateaubriand refuse catégoriquement cette demande, en disant :

“mettre un fils de France victorieux sous la tutelle d'un ambassadeur napolitain était une chose qu'on ne pouvait entendre sans ressentir une vive indignation”.

Le vicomte analyse ensuite les raisons de cette curieuse demande du Roi de Naples, il y voit la main de l'Autriche.

“Il était clair que c'était l'Autriche qui, jalouse et effrayée de nos succès voulut intervenir dans les affaires d'Espagne.”

Dans ce refus de la prétention du roi de Naples, la France est soutenue par la Russie et par la Prusse. Chateaubriand conclut les sept premières pages de cette note diplomatique:

⁵ A.H.N. Estado liasse 2840

“l’Autriche sent qu’elle perd sa puissance par notre résurrection militaire et il faut lui pardonner ce mouvement d’humeur.”

Il termine avec une bonne nouvelle à annoncer aux Espagnols: cédant aux sollicitations françaises, le Pape envoie un Nonce à Madrid.

Ainsi, pendant la marche victorieuse des armées françaises, les puissances européennes continuent de s’agiter et veulent intervenir diplomatiquement, alors qu’elles ont refusé d’intervenir militairement. Cette lettre de Chateaubriand révèle un aspect peu connu des luttes diplomatiques, destinées à minimiser les résultats positifs que la France pouvait espérer retirer de sa victoire.

Pendant qu’Angoulême se débat avec le Conseil de Régence, de plus en plus arrogant, deux colonnes mobiles se dirigent vers Séville pour délivrer le Roi. La première, commandée par le comte Bordessoulle, fait office de corps de réserve et la seconde colonne passe par l’Estramadure sous les ordres de Bourmont, qui vient d’être promu lieutenant général. Mais certains corps restent bloqués devant des villes assiégées qui font preuve d’une combativité certaine.

Un ancien chef guerillero, dont il a longuement été question dans une précédente étude sur la guerre d’Indépendance⁶ *El Empecinado*, a réuni mille six cents hommes et se bat avec énergie contre l’armée espagnole royaliste, son alliée de la guerre de 1808-1813. Il est défait à Moraleja.

Les bulletins de victoire de l’armée française se succèdent à un rythme accéléré. Ainsi, le 12ème bulletin, signé du Grand Quartier Général de Madrid, annonce que le comte Molitor, 2ème corps d’armée, est entré dans Valence le 13 juin, chassant Ballesteros qui a une armée de quatorze mille hommes. Le même jour, le 13ème bulletin proclame que le comte Bordessoulle modifie sa direction. Il se dirige vers Cadix car les Cortes ont abandonné Séville en toute hâte le 11 juin, en emmenant le Roi prisonnier vers Cadix, où ils arriveront le 13.

Dans le 14ème bulletin du 21 juin, le comte Molitor rend compte au duc d’Angoulême: l’avant garde de son corps d’armée, commandée par le général Bonnemains, est au contact de l’arrière garde de Ballesteros à Algemeci (*situé à trente kilomètres au Sud de Valence*) l’a culbutée et se trouve maintenant à Alzira (*huit kilomètres au Sud de Algemeci*). Le 15ème bulletin, du 25 juin, confirme que Bordessoulle est à Utrera (*trente cinq kilomètres Sud Sud Est de Séville*).

Le *Journal des Débats* du 24 juin annonce prématurément “*la campagne d’Espagne peut être regardée comme à peu près finie*”. Les bulletins 16 à 26 n’apportent pas d’informations essentielles pour la compréhension du déroulement de la campagne. Il s’agit surtout des combats dans les Asturies et la Galicie. Le 27ème bulletin, du 3 août, concerne une nette défaite d’un des plus importants généraux constitutionnels, le général Ballesteros. Le général Zayas tente une dernière manœuvre contre le général Molitor, à mi-chemin entre Jaen et Grenade, à Guadahortuna. C’est un échec sanglant, confirmé tardivement dans le 27ème bulletin du 7 août. Ballesteros apprenant l’échec de son adjoint veut livrer un dernier combat le 28 juillet. C’est la bataille de Campillo de Arenas (*soixante dix kilomètres de Grenade*) décrite par Abel Hugo⁷ dans une très belle envolée épique, mais bien éloignée de la réalité prosaïque, ce qui obligea un des participants directs à la bataille, le général de Saint Chamans⁸ à protester et à rétablir la vérité historique. Les Constitutionnels laissent environ cinq cents morts ou blessés sur le terrain. La nuit suivant la bataille, mille cinq cents hommes de l’armée de Ballesteros désertent. Ballesteros est vaincu et le 28ème bulletin du 7 août peut

⁶ le Général Hugo par l’auteur. In Revue d’Histoire de Bayonne du Pays Basque et du Bas Adour n° 159 année 2004

⁷ Hugo, Abel. Histoire de la campagne d’Espagne en 1823, dédiée au Roi, Paris 1824 2 tomes

⁸ Saint Chamans, Alfred Armand comte de. Maréchal de camp dans le 2ème corps d’armée, 6ème division.
Dossier S.H.D. 8Yd 2100

annoncer qu'une convention est signée entre Molitor et Ballesteros, et que ce dernier reconnaît l'autorité de la Régence d'Espagne instituée pendant l'absence de S.M.C. Ferdinand VII.

Pendant ce temps, en Catalogne le 4ème corps d'armée, sous Moncey, se bat toujours devant Barcelone dont la garnison fait une sortie en force qui oblige les Français à reculer.

Le duc d'Angoulême voyant les excellents résultats du 2ème corps d'armée et soucieux de libérer au plus vite Ferdinand VII, déplace son quartier général de Madrid à Andujar.

L'ordonnance d'Andujar

Dès son arrivée, le 8 août, il proclame l'ordonnance qui fera tant de bruit parmi les Royalistes, mais qui montre le niveau d'exaspération du commandement français contre l'intolérance des Royalistes fidèles à Ferdinand VII.

“Nous Louis Antoine d'Artois, fils de France, duc d'Angoulême, commandant en chef l'armée des Pyrénées, considérant que l'occupation de l'Espagne par l'armée française sous nos ordres, nous met dans l'indispensable obligation de pourvoir à la tranquillité de ce royaume et à la sûreté de nos troupes. Avons ordonné ce qui suit :

article premier - les autorités espagnoles ne pourront faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant de nos troupes dans l'arrondissement duquel elles se trouveront

article deux - les commandants en chef des corps de notre armée feront élargir tous ceux qui ont été arrêtés arbitrairement et pour des motifs politiques, notamment les miliciens rentrant chez eux. Sont toutefois exceptés ceux qui, depuis leur rentrée dans leurs foyers, ont donné de justes motifs de plaintes”

articles 3 - 4 et 5 - pour mémoire

L'armée française toute entière, des officiers aux simples soldats, applaudit cette ordonnance. Mais la rédaction de l'ordonnance est maladroite. La première phrase : *“l'occupation de l'Espagne par l'armée française”* ne peut que heurter de front la susceptibilité des Espagnols. Les maladresses continuent avec les articles 1 et 2 : l'armée française fera libérer, sous entendu par la force si besoin est, les personnes arrêtées par les Royalistes qui ainsi ne sont plus maîtres dans leur pays.

Quatre jours après la publication de l'ordonnance d'Andujar, la Régence écrit au duc d'Angoulême qu'elle en a eu connaissance au cours d'un entretien entre le ministre de la Guerre de la Régence et le maréchal Oudinot. Après une première page d'éloges du duc d'Angoulême sur la manière dont il a conduit la campagne, puis de remerciements pour la constitution de la Régence, l'auteur de la lettre, qui nous est inconnu, rappelle les malheurs qui ont accablé l'Espagne et notamment les victimes de la Révolution. La lettre est, formellement, très respectueuse, très bien argumentée et c'est seulement en deuxième page qu'elle entre dans le vif du sujet en disant que la Régence a été mise en possession de la souveraineté provisoire, de l'administration et de la justice, par le duc d'Angoulême lui-même. La publication de l'ordonnance serait la négation même de la Régence et ses ennemis pourraient triompher en parlant d'une **domination cachée de la France**. La lettre conclut : *“la conservation de l'honneur de la Régence est essentielle pour atteindre ce but (le succès de l'entreprise de restauration) et que cet honneur s'écroulerait si elle n'est pas maintenue dans toutes les attributions qui lui sont inhérentes.”*

Cette première réaction, prudente, révèle une susceptibilité froissée. Elle demande que la Régence soit rétablie dans tous ses pouvoirs, elle ne l'exige pas encore. Les réactions vont aller en s'amplifiant, des incidents violents opposent certains commandants d'arrondissement, comme le raconte Bittard des Portes (op.cit.) *“certains chefs de bande absolutistes qui*

s'opposent à la promulgation de l'ordonnance". Il cite l'affrontement entre le Trappiste, ex chef de guérilleros de la guerre de 1808-1813, haïssant viscéralement les Français, et le prince de Hohenlohe commandant le 3ème corps d'armée.

Un soulèvement se produit à Bilbao affirmant que l'ordonnance du 8 août est *"attentatoire aux droits et privilèges de la Biscaye"*. Il y a des menaces de mort contre Angoulême provenant d'officiers royalistes excités.

La division de l'armée de la Foi, commandée par le comte d'Espagne, qui combat aux cotés des Français, qui est entretenue, armée et soldée par la France, écrit à la Régence de Madrid un texte révélateur de l'état d'esprit des absolutistes :

"tous les militaires de la division sont résolus à se sacrifier jusqu'au dernier plutôt que de souffrir que la nation espagnole soit gouvernée par une autorité militaire étrangère. Que l'Espagne soit couverte des cadavres de ses enfants plutôt que de vivre avilie par le déshonneur et de subir le joug de l'étranger".

Une lettre adressée le 12 août 1823, depuis Olite, à S.A.R. le duc d'Angoulême, par l'évêque de Pampelune est une autre réaction extrémiste. A cette époque Pampelune est aux mains des Constitutionnels, assiégée par les troupes françaises et l'évêque en titre a dû quitter la ville, fuyant les Constitutionnels pour se réfugier à Olite⁹

"L'évêque de Pampelune supplie Votre Altesse de rétablir l'ordre de l'Inquisition ... Il faut maintenir la loyauté jurée à notre souverain idolâtré... Aujourd'hui on parle contre Dieu, contre le Dogme, contre l'Eglise. On introduit des livres impies et obscènes .. Seule l'Inquisition peut lutter et nous protéger de l'hérésie... L'Inquisition est nécessaire." L'évêque et l'armée de la Foi, ont ce coté fanatique qui encouragé, soutenu par le Roi, allait avoir de funestes conséquences pour l'Espagne jusqu'à la mort de Ferdinand VII en 1833.

La violente réaction des absolutistes, qu'un minimum de connaissance de l'âme espagnole aurait du permettre de prévoir, met en évidence l'incompréhension entre les points de vue français et espagnols

Sans conteste l'ordonnance est maladroite. L'affaire prend une telle importance que le Roi de France doit intervenir. Il conseille à son neveu de revoir son texte initial et prêche la modération.

Angoulême *"autorise"* son major général Guilleminot à écrire fin août aux généraux commandant les différents corps d'armée, conseillant de laisser aux autorités espagnoles en place le pouvoir de réprimer les délits, tout en maintenant l'intention de faire cesser les mesures arbitraires.

⁹ Archives de l'évêché de Pampelune boîte 363 n° 17

Chapitre 10

La bataille pour Cadix

Comme le dit Jean Delmas¹⁰ *“dans cette expédition, la seule opération digne de ce nom concerne le siège de Cadix, associant les efforts du duc d’Angoulême et de la Marine”*. Lors de la guerre d’Indépendance (1808-1814), les troupes françaises n’avaient pu s’emparer de Cadix où s’était réfugiée la Junte. Pourtant, en septembre 1810, le maréchal Victor, à la tête du 1er corps d’armée, avait réussi à enlever aux Espagnols le fort du Trocadéro et la redoute de Matagorda, mais ensuite était resté bloqué. Les anciens de l’armée napoléonienne ont, en 1823, un fort désir de revanche et après les six premiers mois de cette campagne parsemée de victoires aisées, ils se sentent surs de vaincre. Les jeunes recrues, entraînées par les récits des anciens, ne sont pas moins motivées. Quant aux jeunes officiers, venus de l’émigration, ils veulent prouver leur valeur et il ne leur déplaît pas de réussir là où *“l’usurpateur Buonaparte”* a échoué.

On trouve un récit des opérations pour la prise de Cadix, du 25 juin jusqu’au 20 septembre, dans l’ouvrage du lieutenant général vicomte Dode de la Brunerie (op. cit.). C’est, sans doute, le récit le plus objectif, il est presque intégralement repris par les historiens espagnols qui se sont intéressés à la phase finale de l’expédition française de 1823.

On a vu que, partant de Madrid, deux colonnes mobiles se dirigeaient vers Cadix :

- La première, forte de six mille hommes, commandée par le lieutenant général Bordessoule, partie de Madrid le 1er juin, après avoir traversé la Manga, arrive à Puerto Santa Maria le 24 juin.

- La seconde colonne, dépendant du lieutenant général comte de Bourmont, était passée par l’Extremadure et son avant garde commandée, par le maréchal de camp Gougeon¹¹, rejoint Bordessoule quelques jours plus tard.

Les attermoissements des Français

Ces deux derniers régiments vont jouer un rôle important au cours des différentes étapes qui précèdent la reddition de Cadix. Les troupes françaises sont convaincues que Cadix ne peut résister et ne croient pas nécessaire d’effectuer des travaux d’approche sérieux. Elles se contentent d’investir la ville, de dresser quelques batteries. Les Constitutionnels voyant le peu d’agressivité des Français décident, le 16 juillet, de faire une sortie en force. Comparons deux comptes rendus de cette sortie : celui du 23ème bulletin de l’armée, daté du 21 juillet, et celui figurant dans l’historique du 34ème régiment d’Infanterie de Ligne¹².

Dans le 23ème bulletin, le lieutenant général comte Bordessoule annonce une sortie faite par huit à neuf mille Constitutionnels soutenus par le feu de plus de soixante pièces de gros calibre et par celui de neuf chaloupes canonnières.

L’historique du 34ème regiment, directement engagé dans la bataille, est plus près de la réalité. Les Constitutionnels seraient deux à trois mille et il n’y auraient que quarante cinq bouches à feu. Les combats durent de 5 heures du matin jusqu’à midi : *“Heure à laquelle tout le monde se retire de part et d’autre”*.

Du 24 juin au 31 juillet, il n’y eut aucune initiative française devant Cadix. Pendant plus d’un mois, les troupes françaises arrivées à Puerto Santa Maria restent dans une position de défensive absolue, laissant aux troupes espagnoles de Cadix le temps d’améliorer leur défense et de constituer des stocks de vivres importants.

¹⁰ Histoire Militaire de la France PUF 1992 sous la direction de André Corvisier p 502 tome de 1715 à 1871

¹¹ Gougeon, Jean. 1773-1836. Colonel en 1813, maréchal de camp en 1821. Commandant les 34ème et 36ème régiments de Ligne, de la 4ème division d’Infanterie du 1er Corps d’Armée lors de l’expédition d’Espagne. Dossier S.H.D.

¹² Historique du regiment conservé à la bibliothèque du Musée de l’Armée, Hotel des Invalides Paris. Cote S 334

Dode de la Brunerie écrit dans son ouvrage :

“A l’arrivée des troupes françaises devant Cadix, le 24 juin, cette place n’avait pas pour quinze jours de vivres. Un mois après, elle s’était approvisionnée pour six mois”.

L’accumulation de ces retards peut être due à des mésententes dans le haut commandement, principalement entre Bordessoulle et Bourmont. Les difficultés soulevées dans les relations franco-espagnoles par l’ordonnance d’Andujar, sont également une des causes des tergiversations constatées dans le siège de Cadix.

Les 1^{er} et 2 août, il y a des échanges de canonnade et enfin le 6 août, le duc d’Angoulême arrive devant Cadix avec le parc d’artillerie de siège, les troupes du génie, et mille cinq cents hommes de la Garde Royale. Les troupes françaises vont pouvoir commencer des travaux d’approche vers le fort du Trocadéro. Ce fort n’est pas une construction classique en pierre, il est constitué de merlons en terre, renforcé par des pieux.

Il faut attendre le 16 août pour que le duc d’Angoulême, depuis Puerto Santa Maria, reprenne l’armée en main, avec un commandement unique.

Le contre amiral Hamelin, qui commandait l’escadre française faisant le blocus de Cadix, est remplacé par le contre amiral des Rotours, puis par l’amiral Duperré. Le blocus devient plus efficace.

Duperré n’a, lors de son arrivée, que deux vaisseaux de ligne pour bloquer la côte espagnole, ce qui est insuffisant. La politique de la Restauration concernant la Marine est à la fois inepte et inefficace. Quatre cents officiers avaient été licencié pour avoir servi sous l’Empire, à leur place on a mis des officiers émigrés depuis vingt cinq ans, qui n’avaient pas mis les pieds sur un tillac pendant tout ce temps. Duperré doit faire pour le mieux avec les faibles moyens dont il dispose. Raison (op.cit.) confirme que le blocus de Cadix est réalisé par une cinquantaine de bâtiments légers, type canonnière, trouvés dans les ports espagnols et pour certains amenés depuis la France.

Préparation de l’attaque

On se reportera aux plans ci-joints pour suivre le plan de campagne du duc d’Angoulême, qui décide d’attaquer le fort du Trocadéro en premier. Après la guerre d’Indépendance et le départ des troupes françaises, les autorités espagnoles avaient renforcé la défense de Cadix, en isolant le fort du Trocadéro du continent par une large coupure, un fossé de soixante dix mètres de large, “*La Cortadura*”. Le travail avait été fait incomplètement et sans contrôle, car dans les années qui suivent le retour de roi Ferdinand VII, une nouvelle guerre avec les Français paraissait improbable. Ce large fossé n’a pas partout la profondeur convenable pour empêcher le franchissement des troupes à pied, en période des plus basses marées.

Avant d’atteindre La Cortadura, les troupes françaises doivent franchir une zone à découvert. Il faut creuser des tranchées conduisant les troupes à l’abri jusqu’à La Cortadura. Ces tranchées doivent être en zigzag afin d’éviter un feu d’enfilade.

L’ouverture des tranchée commence dans la nuit du 17 au 18 août et en cette seule nuit, cinq cents hommes de la garde royale du 3^{ème} régiment de guerre commandé par le colonel de Montferré et le 36^{ème} régiment d’infanterie de ligne, commandé par le baron Maurin, ouvrent une tranchée de cinq cents mètres de long. Dans la nuit du 21 au 22, le 36^{ème} régiment de ligne et mille hommes de la garde royale la prolongent de quatre cents mètres. Avec des effectifs moindres, dans la nuit du 22 au 23, la tranchée gagne encore cent dix mètres. Enfin, dans la nuit du 23 au 24, quatre cent trente hommes du 3^{ème} régiment de guerre et le 36^{ème} régiment d’infanterie de ligne, la prolongent de cent cinquante mètres. L’extrémité de la tranchée se trouve maintenant à vingt mètres de La Cortadura. Pendant trois nuits de suite, des reconnaissances sont effectuées pour rechercher la partie guéable de La Cortadura.

L'attaque du fort du Trocadéro

Un soldat d'infanterie, en service actif en 1823, dont le nom est inconnu, rédige des mémoires¹³ qui ne sont publiées que 110 ans après l'expédition. Le 29 août, ce simple soldat rapporte ce qu'il a vu :

“Le canal de Cortadova (pour Cortadura, rappelons que le livre est publié d’après un vieux manuscrit peut-être peu lisible) a encore 5 pieds d’eau à marée basse et 10 à marée haute. Le fort est armé de 46 bouches à feu et 1700 ennemis travaillent à perfectionner les fortifications”.

La description des travaux est conforme à ce que nous connaissons déjà. Selon ce soldat, incorporé à la 4ème compagnie 3ème bataillon du 34ème de ligne, les 2ème et 3ème bataillon du 36ème de ligne sont gardés en réserve. Voici sa version de l'attaque :

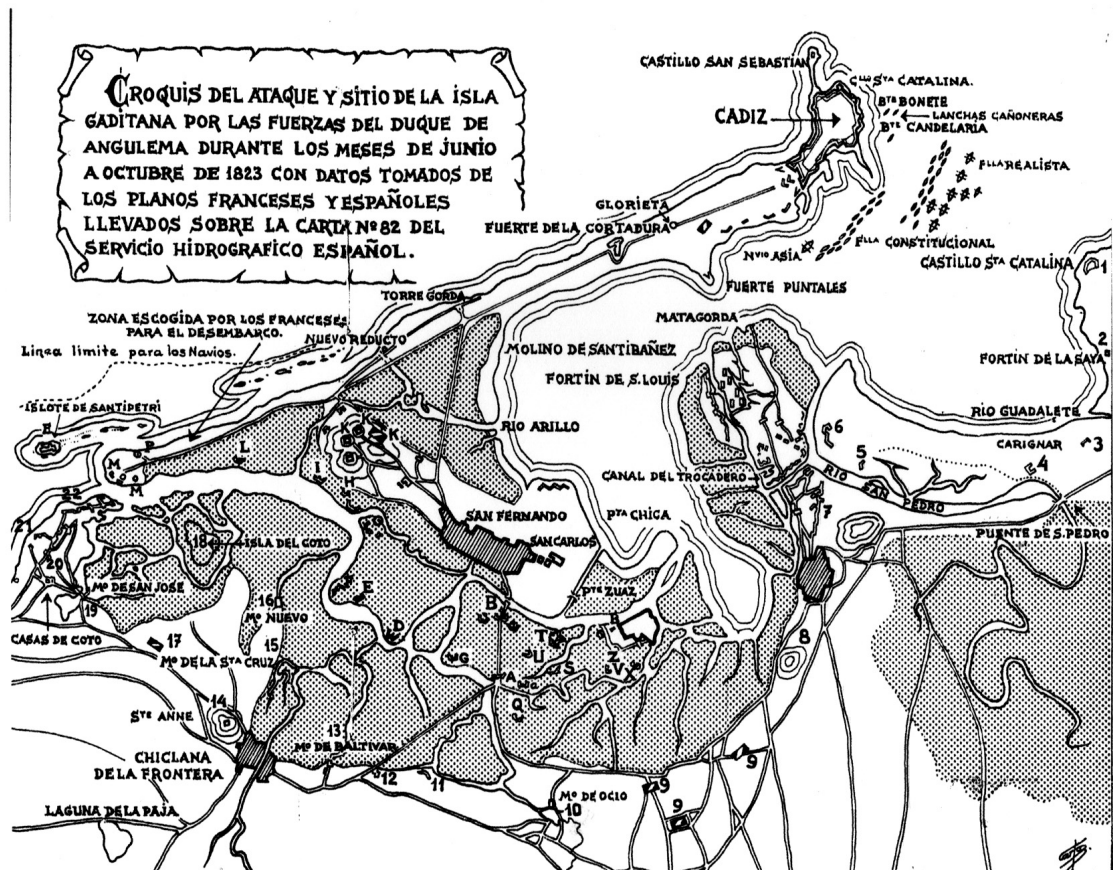
“A 2 h 1/2 de la nuit, malgré le feu de l’ennemi et la profondeur de l’eau qui se trouvait déjà très grande, la première colonne pénétra en cinq minutes dans l’intérieur des tranchées au cri de Vive le Roi. Tout arriva sur les batteries de l’ennemi et les soldats vengèrent les insultes qu’on leur avait faites pendant leurs travaux. Ces troupes marchèrent avec courage et tous ceux qu’ils attrapèrent furent hachés sur les pièces de canon qui bordaient leur ligne. Mais ces pièces qui étaient destinées à nous battre furent tournées contre eux.”

L'ordre d'attaque est donné le 30 août à 10 heures du soir. Ce sont les six compagnies d'élite du 34ème régiment d'Infanterie de Ligne et celles des bataillons d'Infanterie des 3ème, 6ème et 7ème régiments de la Garde qui prennent la tête de la colonne. Le 31 août, vers 1 heure du matin, au signal de l'attaque, le 34ème régiment d'infanterie de ligne, commandé par le colonel de Farincourt, s'élance, traverse le canal, les hommes ayant de l'eau jusque sous les bras se jette sur les retranchements et aborde les Espagnols à la baïonnette. Les soldats avaient été prévenus qu'il y aurait deux à trois pieds d'eau et qu'en conséquence, il fallait attacher la giberne autour du cou pour ne pas mouiller les munitions et mettre la crosse en l'air pour ne pas mouiller les batteries des fusils.

En réalité, les troupes ont de l'eau jusqu'aux épaules car la plus basse marée a eu lieu dans la nuit du 22 au 23. Les munitions sont mouillées, les batteries des fusils également. Il ne reste comme solution que la charge à la baïonnette.

Le 31ème bulletin, depuis le quartier général de Puerto Santa Maria, le 1er septembre 1823, annonce qu'à 9 heures du matin, le 31 août, les troupes françaises occupent la totalité de la presqu'île. Pour s'emparer de la ville de Cadix, les canons du fort du Trocadéro sont tournés vers la ville, ils vont la bombarder, alors qu'ils étaient chargés de défendre.

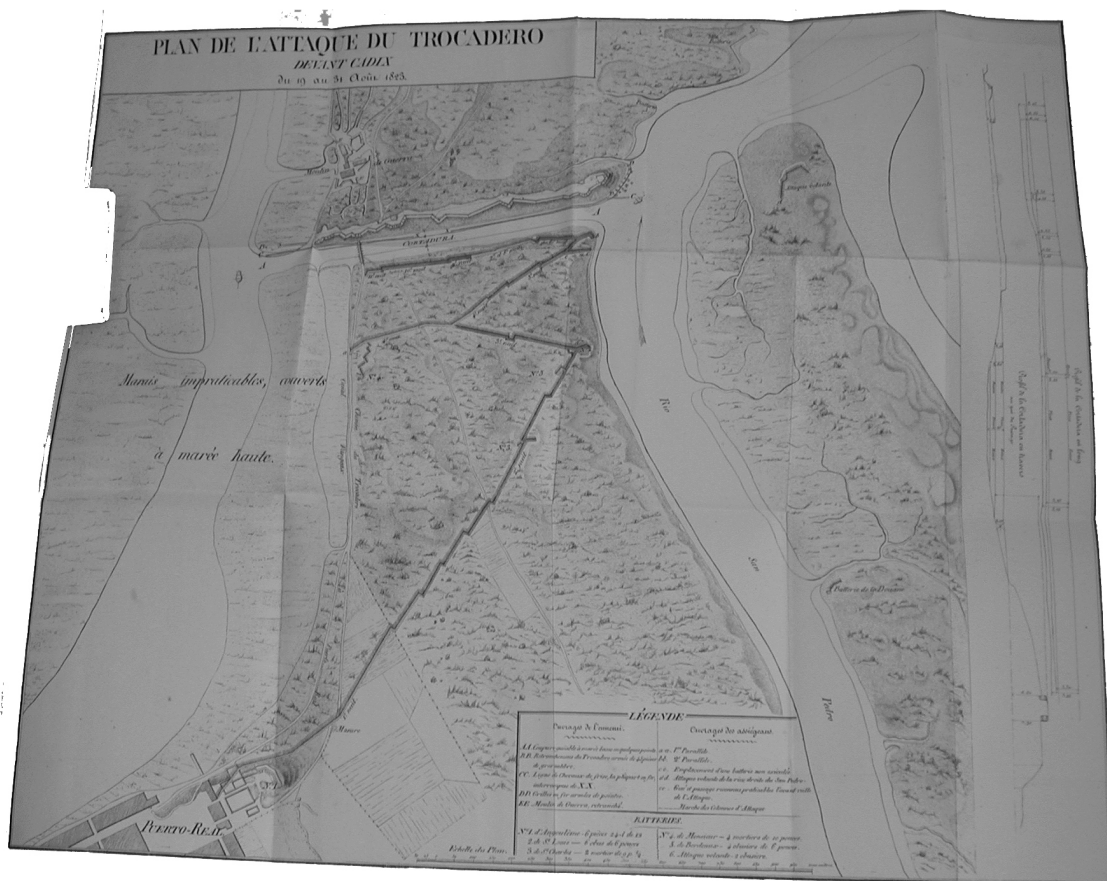
¹³ Gossez, A.M. Souvenirs d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne .Paris 1933



Les pertes françaises s'élèvent à trente cinq tués et cent dix blessés, les pertes espagnoles sont de cent cinquante tués, trois cents blessés et mille cent prisonniers.

Pour comprendre l'importance de la prise du Trocadéro, il faut se reporter au plan de la ville et des ouvrages qui la défendent, plan retrouvé au S.H.D.¹⁴ Abel Hugo, dans son ouvrage, (op.cit.) donne une excellente description :

¹⁴ SHD plans série L12 B 3124 et B 3 134



Plan de la tranchée en zig zag creusée de nuit, du 17 au 23 aout 1823, pour atteindre La Cortadura.

“pour donner une juste idée de l'importante position de cette ville et pour mieux faire connaître ses environs, supposons nous un instant arrivant dans sa vaste baie et distinguant autour de nous comme dans un vaste panorama les villes, les villages, les ouvrages fortifiés. Cette vue est remarquable : à l'extrémité gauche est Rota, puis le fort Santa Catalina et le port Santa Maria. En face, on voit la presqu'île du Trocadéro, où sont les ruines du fort de Matagorda détruit pendant le siège de 1810, plus loin l'île de Léon, les batteries du fort Puntales, enfin Cadix qui termine à droite les contours de cet horizon baigné par la mer. Une langue de terre unit Cadix et l'île de Léon.

La ville actuelle est édifiée sur des rochers élevés sans cesse battus par les vagues. A l'occident, ces rochers forment deux avancements ou presqu'îles sur l'un desquels est bâti le fort Sainte Catherine et sur l'autre le fort Saint Sébastien. L'île de Léon ne communique avec la terre que par un seul pont, celui de Suazo. A l'embouchure du rio de Santi Petri, en face de San Fernando, se trouve l'arsenal de la Carraca sur une petite île.”

Le siège de Cadix

Deux documents du Musée de l'Armée décrivent la bataille de Cadix. Le premier, un manuscrit inédit¹⁵ et le second¹⁶ un récit, jour après jour, des événements de la campagne. Le lieutenant Touffait, auteur du manuscrit, s'intéresse uniquement aux actions des quatre escadrons de guerre des chasseurs de la Garde, ce qui représente quarante trois officiers, cinq cent vingt cinq hommes de troupe et six cent quinze chevaux. Il n'a pas une vision de l'ensemble des batailles. Il se limite à ce qu'il a vu de près, donnant ainsi un point de vue humain, celui d'un participant. Les combats du 14 septembre, face au célèbre Riego, n'auraient jamais été connu sans son récit. La bataille a lieu à l'embranchement des routes de Jimena à Baeza. Les Constitutionnels, commandés par Riego, sont environ deux mille, dont quatre à cinq cents cavaliers. Les Français n'opposent que les 1er, 2ème et 3ème escadrons. Quand le 1er escadron arrive au contact de l'ennemi, le 2ème charge pour le dégager. Les Constitutionnels forment le carré, avec Riego au centre. Touffait écrit:

“L’infanterie espagnole se battit mieux que celle que nous avons jusque là rencontrée, elle formait ce qu’on appelait le bataillon sacré, composé des militaires les plus exaltés, de tous grades et de plusieurs nations. L’ennemi s’est mépris sur notre force. Il avait cru que le régiment formait l’avant garde de la division Foissac Latour”.

Les Constitutionnels sont mis en fuite, Riego fait prisonnier, ainsi que sept cent soixante hommes dont quatre vingt sept officiers et ils ont soixante dix morts. Un simple engagement d'arrière garde, dans lequel la *furia francese* permit de vaincre un ennemi trois fois et demie plus nombreux.

Le second document, *Campagne des Français en Espagne en 1823*, est d'une présentation et d'une taille tout à fait inhabituelles. La taille d'abord, environ trente cinq centimètres de haut et cinquante centimètres de large, livre ouvert. La présentation ensuite, une double page par jour, pas de phrase, cinq colonnes verticales avec les en-têtes suivants :

- 1) combats, blocus, sièges et autres faits d'armes
- 2) généraux français, militaires de tous grades et toutes armes dont le mérite, le courage et le dévouement ont été honorablement cités dans les rapports officiels
- 3) généraux et officiers de l'armée royale espagnole, qui se sont distingués par leur bravoure et leur dévouement
- 4) chefs et commandants des milices et troupes des Cortes
- 5) précis historique

Pour la première fois dans un livre français sur l'Expédition de 1823, on donne autant d'importance aux officiers espagnols, royalistes ou constitutionnels, qu'aux Français. Cet ouvrage est, de par sa présentation, d'une lecture assez ardue, mais sa valeur comme ouvrage de référence est indiscutable.

Du 1er au 20 septembre, la marine resserre le blocus et l'armée se prépare à l'attaque finale. Des pourparlers sont entamés entre le duc d'Angoulême et le général Alava, membre des Cortes, en vue de la capitulation de Cadix. Les Cortes refusent l'idée même de la capitulation.

¹⁵ Récit historique de la campagne d'Espagne, faite en 1823 par le régiment des chasseurs à cheval de la Garde Royale, par le lieutenant Felix Touffait. Bibliothèque Musée de l'Armée H 1343

¹⁶ Campagne des Français en Espagne. Faits d'armes de l'armée française en Espagne dédiés à l'armée des Pyrénées sous les ordres de S.A.R. Mgr. le duc d'Angoulême. Cordier 1824. Bibliothèque Musée de l'Armée H 256

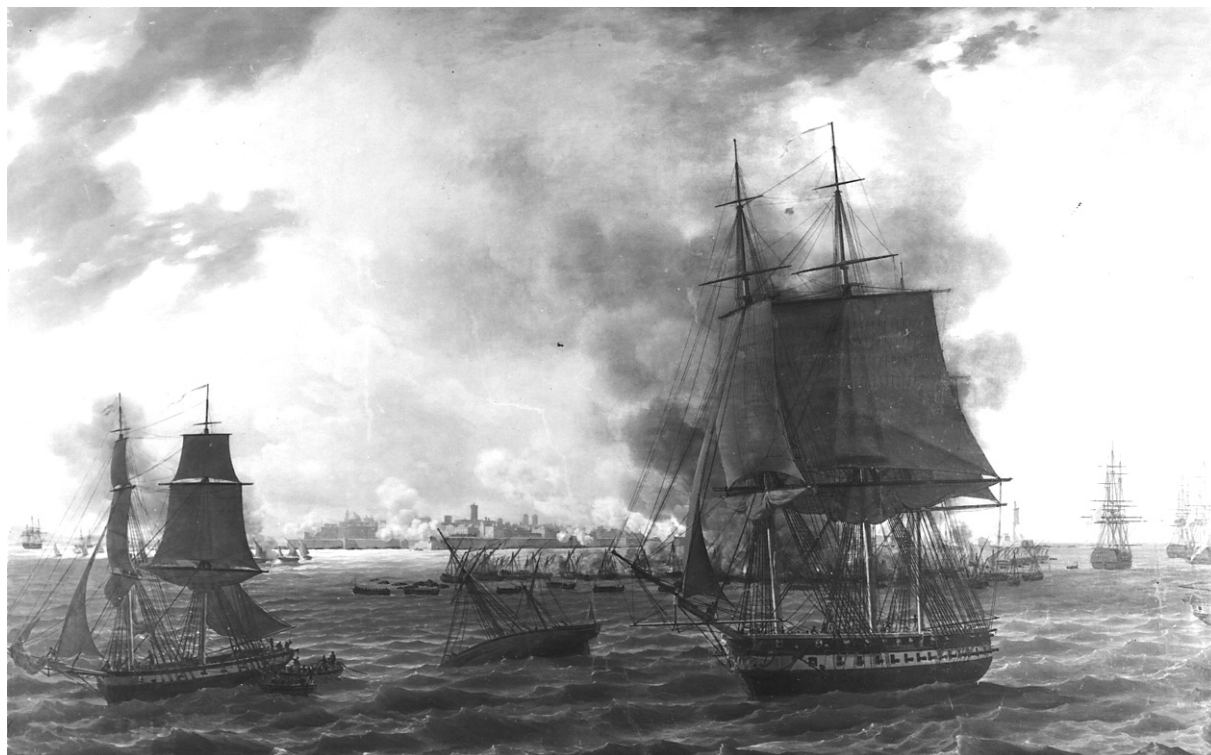
Bombardement de Cadix

Le 20 septembre, le fort de Santi Petri est bombardé par la flotte française, commandée depuis le 17 par l'amiral Duperré, et par les batteries à terre. Le blocus de la ville est total. Les troupes françaises embarquées prennent rapidement possession du fort.

Le 23 septembre, le bombardement de Cadix par les canonnières de l'escadre, commence. Un combat naval violent oppose les canonnières constitutionnelles et les françaises qui doivent se retirer devant l'attaque espagnole. Le bombardement est efficace et l'effet de terreur parmi la population atteint.

Le 25, lors d'un conseil, la décision d'une attaque terrestre est prise. Sous la pression de la population, les Cortes décident, le 28, par soixante voix contre trente, de rendre au Roi Ferdinand VII son autorité absolue puis de se dissoudre.

Le Roi depuis Cadix fait prévenir le duc d'Angoulême, le feu cesse. Le 3 octobre, les troupes françaises occupent Cadix et l'île de Léon. La reddition de Cadix a des conséquences immédiates sur les derniers bastions de résistance des Constitutionnels qui, les uns après les autres se rendent.



Bombardement de Cadix par l'escadre française le 23 septembre 1823, par Crépin, Louis Philippe.
R.M.N. 00969104

Le récit qui précède, des combats pour Cadix, a été rédigé avec des archives et des livres français. Le point de vue espagnol sur ces combats est donné par un officier espagnol et publiée dans la *Revista de Historia Militar*¹⁷. Martinez-Valverde, avant de s'intéresser à l'attaque de Cadix en 1823, avait étudié l'attaque de 1810, c'est-à-dire que les comparaisons entre les deux sièges sont fréquentes, et toujours objectives.

¹⁷ Martinez-Valverde, Carlos, capitán de navío. Ataque y defensa de Cadiz en 1823. In *Revista de Historia Militar* n° 38 et 39. 1975.

Grâce à lui, on connaît la composition des forces espagnoles placées autour et dans Cadix lors de l'arrivée des deux premières colonnes françaises. Il y avait :

Selon les registres de controle	15 098 fantassins, 617 cavaliers
disponibles et utilisables	11 145 fantassins, 386 cavaliers

Un ouvrage¹⁸ indique la repartition des bataillons, mais il ne concerne que 2.400 hommes sur l'effectif disponible de 11.145 fantassins, ce sont :

1er et 2ème bataillon du régiment de la Reine

Un bataillon de la Milice Nationale Active de Cadix

Un bataillon de la Milice Nationale de Madrid

Un bataillon de la Milice Nationale de Séville

100 artilleurs de la Milice Nationale d'Artillerie

Des ingénieurs

Jusqu'au 13 juillet, les forces espagnoles sont commandées par le général Gaspar de Vigodet, elles passent ensuite sous les ordres du maréchal de camp Antonio Burriel.

Le chef d'état major Bayo portent un jugement désabusé sur les troupes :

"aucune expérience de la guerre, manque d'instruction militaire de base".

Il constate de nombreuses et fréquentes désertions, un mauvais esprit général.

L'auteur salut l'action des troupes françaises lors de l'assaut du Trocadéro, dans la nuit du 30 au 31 août :

"les Constitutionnels firent un feu soutenu mais l'élan et la détermination des Français étaient tels que rien ne put les arrêter." La louange est contrebalancée dans la phrase suivante lorsque Martinez écrit : *"Les Français n'ont pu s'emparer d'aucune place forte importante, ils ont échoué devant Pampelune, Saint Sébastien, Cartagène, La Corogne, Alicante"*.

Il a raison mais militairement ces places n'avaient pas d'intérêt stratégique, la mission était "DÉLIVRER LE ROI".

Martinez corrobore que, lors de la traversée du canal, les Français sont mouillés jusqu'aux épaules, et qu'en dépit des précautions prises, les cartouches sont mouillées dans ces conditions les assaillants n'ont pas d'autre alternative que l'assaut à la baïonnette. Cette attaque aurait fait chez les Français quarante et un morts dont un officier et cent seize blessés dont six officiers, alors que les pertes Espagnoles s'élèvent à mille hommes

Le lieutenant colonel Bayo écrit dans son carnet déjà cité :

"l'attaque du Trocadéro par la terre (ce que firent les Français) est une entreprise très risquée et sanglante si la défense fait son devoir".

Toujours la même connotation sur la valeur des troupes constitutionnelles, et enfin une dernière observation qui est un compliment inavoué :

"peu d'obstacles sont infranchissables pour une infanterie décidée et conduite héroïquement".

Quand l'auteur compare les deux sièges de Cadix, celui de 1810 et celui de 1823, il trouve de nombreux points communs mais insiste sur les points essentiels qui ont fait la différence :

- la maîtrise des mers qui conditionne le ravitaillement de la ville : en 1810 les Anglais l'ont, en 1823 ce sont les Français

- le soutien de la population espagnole : en 1810 cette population est avant tout anti-française, en 1823 elle est anticonstitutionnelle.

- les conditions de vie des troupes françaises : en 1810 elles sont découragées par la guerre d'embuscade, mal nourries et impayées, d'où des rapines contre la population espagnole, en 1823 elles sont bien payées, bien nourries et ont un moral de vainqueur.

¹⁸ Garcia Leon, Jose Maria. La milicia nacional en Cadiz. Cadiz 1983

Le bombardement de Cadix par la flotte du contre amiral Duperré, le 23 septembre entre 8h et 11 h, avait eu un effet moral conséquent sur la population civile, effet renforcé par la nouvelle de la reddition de Pampelune. Craignant, après le bombardement une attaque générale, les Cortes décident de se dissoudre et le Roi se retrouve libre dans Cadix le 27. Il y a quelques jours de flottement, le commandement espagnol essaye de négocier un armistice le 29, ce qui lui est refusé par le duc d'Angoulême et enfin le 30, le Roi Ferdinand VII publie un décret d'amnistie, qu'il n'a pas l'intention de respecter. La suite est bien connue, arrivée du Roi à Puerto Santa Maria le 1er octobre, occupation de Cadix et de l'île de Léon par les troupes françaises le 3.

L'auteur de la thèse "Angulema, Chateaubriand..." précédemment cité, mentionne l'attitude humanitaire de l'armée française vis à vis des Constitutionnels et écrit: *"Quand le général Bourmont occupa Cadix il reçut instructions du duc d'Angoulême de faciliter le départ des députés, des généraux constitutionnels, de tous ceux qui ne relevaient pas de crimes de droit commun. Les troupes espagnoles qui se rendirent à l'armée française trouvèrent toujours protection et refuge jusqu'à la frontière."*

Cette décision, à l'honneur du duc d'Angoulême reflète la grande méfiance des Français envers l'armée de la Foi et le Roi Ferdinand VII

Chapitre 11

Les négociations d'août et septembre

Dès son arrivée à Puerto Santa Maria, le duc d'Angoulême écrit, le 17 août, au roi Ferdinand : *"Monsieur mon frère et cousin, l'Espagne est délivrée du joug révolutionnaire. Quelques villes fortifiées servent seules de refuge aux hommes compromis. Le Roi, mon oncle et seigneur, avait pensé que Votre Majesté, rendue à la liberté trouverait bon d'accorder une amnistie nécessaire après tant de troubles. Tout ce que la France pourrait faire, ainsi que ses alliés et l'Europe entière, serait fait pour consolider cet acte de votre sagesse. Si d'ici à cinq jours il ne m'est parvenu aucune réponse satisfaisante et si Votre Majesté est encore à cette époque privée de liberté, j'aurais recours à la force pour la lui rendre"*.

Cette lettre, fort habile, a été sans doute rédigée par Martignac. Elle rassure les Constitutionnels qui la liront avant le Roi, en leur laissant espérer une amnistie, ensuite vient l'ultimatum à court terme.

Elle se trouve, avec sa réponse du 21, à l'Archivo General de Simancas¹⁹. Cette réponse de trois pages, dictée à un Roi humilié, se termine par:

"copie de la réponse du Roi à la lettre de S.A.R. le duc d'Angoulême, écrite et signée de la propre main de Sa Majesté, fermée et scellée par Elle."

Le rédacteur nie tout d'abord que Ferdinand soit retenu prisonnier, dit que le mieux serait pour les Espagnols que les Français rentrent chez eux, mettant fin à une guerre qu'ils n'ont pas voulue. Puis il mentionne les contacts hispano-anglais, espérant sans doute ainsi impressionner Angoulême. Il termine cette longue, verbeuse et grandiloquente missive par *"vous serez responsables devant Dieu du sang versé et des malheurs qui pourraient atteindre ma royale personne."*

Les échanges de courrier se poursuivent, ils sont aujourd'hui à l'Archivo Historico Nacional de Madrid²⁰.

Arrêtons nous un instant pour souligner l'importance, la richesse des archives madrilènes. Cinq liasses concernent l'intervention française de 1823. L'une d'entre elles

¹⁹ Simancas E 8184

²⁰ Archivo Historico Nacional : Estado liasse 2840

mérite toute notre attention par l'abondance des documents conservés et leur exceptionnelle valeur. Son inventaire, non daté mais certainement de la seconde moitié du XIX^e siècle, remplit quatre pages et décrit 288 pièces, son titre :

"Inventaire des lettres autographes, pièces authentiques et secrètes relatives à la guerre d'Espagne de 1823".

Parmi les lettres les plus importantes :

- 32 lettres autographes de Monsieur adressées à Mgr le duc d'Angoulême
- 23 lettres et notes de la main du duc d'Angoulême
- 133 lettres autographes de Mr le duc de Villèle formant la correspondance complète du Ministre avec le Prince généralissime.
- 1 lettre autographe de M. de Chateaubriand, ministre des Affaires Étrangères, au duc d'Angoulême du 4 juin 1823
- des lettres, des rapports du général Bordessoulle, du vicomte de Saint Priest, du maréchal Lauriston, du baron de Damas, du duc de Bellune etc..

On peut se demander comment toutes ces lettres, échangées entre le futur Charles X, son fils Angoulême, le premier ministre et tant de généraux français, peuvent être archivées à Madrid. Il ne peut s'agir d'une prise de guerre sur un champ de bataille, peut-être un oubli d'un secrétaire, de bagages laissés en Espagne au moment du retour en France, un peu précipité il est vrai, du duc d'Angoulême.

Le dépouillement complet de ces liasses fera l'objet d'une étude complémentaire.

Les lettres de Villèle du mois de septembre révèlent l'importance de son rôle, il intervient dans la conduite de la campagne et va même jusqu'à soutenir le duc d'Angoulême quand celui-ci traverse une crise dépressive. Les quatre lettres de la fin de la campagne sont datées : 31 août - 1^{er} septembre - 7 septembre - 8 septembre.

Lettre du 31 août : Angoulême a envoyé à Villèle la réponse dictée à Ferdinand VII par les Cortes. Villèle répond que les Cortes attendent une médiation de l'Angleterre et que sa position est sans ambiguïté aucune :

"Aucun acte du gouvernement français n'a donné lieu à la supposition qu'il eut désiré ou agréé la médiation de l'Angleterre, nous l'avons au contraire constamment refusée quand elle l'a offerte."

Lettre du 1^{er} septembre : Villèle fait référence à une lettre d'Angoulême à son père dans laquelle le duc a donné *"une impression de tristesse"*. Villèle tente de convaincre Angoulême de la force de sa position, tant diplomatique que militaire, dans une très longue lettre de sept pages. La lettre de Villèle n'est pas une lettre de remontrances, mais une demande, très courtoise et pressante, de reprendre confiance et enfin, un dernier conseil car les effets de l'ordonnance d'Andujar se font encore sentir :

"je regarde aussi comme fort important que Monseigneur évite soigneusement tout froissement avec la Régence et les royalistes espagnols."

Le vrai chef de cette expédition n'est pas Angoulême mais Villèle.

Lettre du 7 septembre : après les conseils, les félicitations pour la prise du Trocadéro. Puis Villèle revient à la conduite de la guerre:

"j'espère que cette position jointe à la possession de la mer, circonstances qui n'existaient pas dans les précédentes attaques de Cadix, mettront Votre Altesse Royale en mesure de combiner des opérations militaires qui tourneront à sa gloire et compléteront par un très beau fait d'armes ce qui manquait à cette campagne pour ôter tout prétexte aux malveillants d'en contester le mérite."

Villèle a besoin, face à son opinion publique, d'un franc succès, il donne quelques derniers conseils sur la conduite de l'attaque finale. Enfin un réconfort à Angoulême qui semble voir des périls partout :

“je supplie Monseigneur de ne pas s’inquiéter en ce moment des tracasseries relatives à l’administration de son armée, comme je lui ai dit toutes les dépenses qu’il ordonnera seront payées sans observations, c’est tout ce qui doit lui importer pour le présent. En ce moment les deux budgets, l’ordinaire qui était d’environ 200 millions et l’extraordinaire qui était je crois de 87 millions, sont conformes l’un et l’autre dans les neuf premiers mois de l’année”.

Lettre du 8 septembre :

“je suis convaincu que la possession de cette position (le fort du Trocadéro) va amener Monseigneur à reconnaître que l’attaque de Cadix n’est pas impossible”.

Suivent des précisions techniques prouvant que Villèle connaît bien les positions et suit de près le déroulement de la campagne.

Ces quatre lettres confirment ce que l’on savait déjà du caractère du duc d’Angoulême, son manque d’allant, un certain découragement et une inquiétude persistante. Villèle l’admoneste, le réconforte, le flatte, Villèle qui ne voulait pas que la France se lance dans une expédition risquée est devenu le chef de guerre.

Avant de recevoir ces deux dernières lettres, le 6 septembre, Angoulême écrit au Roi Ferdinand

“la France ne fait la guerre ni à Votre Majesté ni à l’Espagne, mais au parti qui tient Votre Majesté et son auguste famille captifs dans Cadix”. La menace se fait très précise et très prochaine : *“si d’ici à ce soir je n’ai pas une réponse satisfaisante à cette lettre, je regarderai toute négociation comme rompue”²¹.*

Les Constitutionnels fondent un dernier espoir de négociation sur l’Angleterre, mais l’ambassadeur anglais, depuis Gibraltar, le 15 septembre, s’adressant au ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Cadix, M de Luyando, est net et brutal à la fois :

“S.A.R. le duc d’Angoulême refuse toute médiation étrangère quelle qu’elle soit. Dans ces conditions, il ne reste d’autres possibilités au signataire de la présente que de transmettre à son gouvernement et à attendre ses instructions.”

Les “*Cortes Extraordinarias*” se réunissent presque en continu. Le 6, le ministre des Affaires Étrangères rend compte de ses contacts avec l’Angleterre. Le 9, au cours d’une réunion secrète, les députés sont informés des motifs qui ont amené le gouvernement de Sa Majesté à couper tout contact avec la France et à constater l’indifférence du gouvernement anglais à la situation désespérée des Espagnols. La lettre du 18 septembre, signée par les députés des Cortes, adressée au ministre d’État, laisse filtrer une proposition, suggérée par la peur, que le Roi et la Famille Royale partent de Cadix pour la destination qu’ils choisiront, en échange d’un armistice.

Finalement, après les opérations militaires décrites au chapitre précédent, Ferdinand VII écrit, le 27 septembre à S.A.R. le duc d’Angoulême²²:

“j’ai la satisfaction de faire savoir à V.A.R. que par la suite d’une proposition faite par mon ministre aux Cortes, je viens d’être hier mis en liberté. J’ai promis un oubli général quant aux opinions, mais non quant aux faits. Quant au gouvernement, je n’en ai promis aucun, puisque je ne connais pas la volonté de mes peuples. Je suis résolu à ne rien faire avant d’arriver à Madrid.”

Toute amnistie générale, toute tentative de réconciliation nationale, semblent impossible.

Après son débarquement à Puerto Santa Maria, sa liberté retrouvée, le roi Ferdinand VII oublie les promesses de pardon qu’il a faites. Il reprend la totalité de ses pouvoirs et se prépare à régner comme il l’a fait pendant le sexennat absolu.

²¹ Archivo Historico Nacional Estado liasse E 3077

²² Archivo Historico Nacional - Madrid - Liasse E 2840.

Les chefs militaires français font leur possible pour améliorer les relations avec l'Armée de la Foi, relations dégradées après l'ordonnance du 8 août. Le chef d'état major, lieutenant général Guillemillot, écrit le 30 septembre à S.E. le duc de l'Infantado une lettre²³ déférente lui demandant la conduite à tenir vis-à-vis des Constitutionnels : *“Le colonel don Bartolome Ama, commandant le régiment de Lusitanie fort de quatre cents chevaux, a demandé le 26 septembre au colonel marquis de la Rochedragon, commandant les cuirassiers de Berry, à capituler”*. Guillemillot propose les conditions imposées peu auparavant aux troupes de Ballesteros, puis de licencier le régiment et d'incorporer ensuite les officiers et les hommes dans différents régiments royalistes. Guillemillot s'en remet diplomatiquement au président du Conseil de Régence pour la décision.

Chapitre 12

Les retombées de l'expédition en France

Politique intérieure

Les conséquences de cette campagne victorieuse sont considérables dans la politique intérieure française. Le gouvernement de Villèle enregistre un regain de popularité. Les libéraux perdent beaucoup de leur audience et les ultras triomphent. La dissolution de la Chambre des Députés amène une forte majorité de droite. Les libéraux passent de cent dix neuf sièges à dix neuf. Louis XVIII parle de *“Chambre retrouvée”* rappelant ainsi la célèbre *Chambre introuvable* des débuts de son règne.

L'affaire Ouvrard

L'ex-ministre de la Guerre, le maréchal Victor duc de Bellune, qui avait été accusé en début de campagne de mal gérer les approvisionnements, intrigue pour se venger, indirectement, du duc d'Angoulême en accusant Guillemillot de s'être laissé gruger par le munitionnaire Ouvrard. Il publie un mémoire²⁴ dont la virulence nuit à la crédibilité. Il écrit : *“j'avais des approvisionnements pour nourrir quarante mille hommes pendant six mois”*.

Puis le maréchal de Bellune s'attaque à Ouvrard, faute de pouvoir viser plus haut, et veut démontrer que le marché a causé une perte considérable pour l'État.

En décembre 1824, sous le règne de Charles X, roi depuis trois mois, les dépenses de la campagne d'Espagne sont examinées par une commission d'enquête. De graves soupçons pèsent sur M. Ouvrard. On parle de corruptions exercées par le munitionnaire et subies par plusieurs fonctionnaires civils et militaires. Ouvrard est arrêté, conduit à Sainte Pélagie puis transféré, en mars 1825, à la Conciergerie. L'intendant général Sicard, chef des services administratifs et cosignataire du contrat passé à Ouvrard, est également arrêté. L'affaire prend des proportions importantes, risquant d'impliquer Guillemillot, alors ambassadeur de France en Turquie, peut-être même le duc d'Angoulême, fils du nouveau Roi. La Chambre des Pairs prononce un arrêt d'acquiescement de tous les prévenus, y compris d'Ouvrard, grâce à la très brillante plaidoirie de son avocat, le célèbre Berryer²⁵.

La séance du 3 août 1826²⁶ met un terme à l'affaire :

“il ne résulte pas de l'instruction que les traités conclus par l'administration avec Victor Ouvrard pour les fournitures des substances et transports de l'armée des Pyrénées à Bayonne, le 5 avril, à Vitoria le 2 mai, à Madrid le 24 juillet, avaient été obtenus à l'aide de corruption consumée envers des fonctionnaires publics”.

²³ Archivo Historico Nacional - Madrid - Liasse E. 3120

²⁴ Bellune, Maréchal .Mémoire sur les marches Ouvrard in Bibliothèque du SHD

²⁵ SHD X^t 24

²⁶ Dictionnaire Universel du XIXème siècle Pierre Larousse Tome 17 p. 200

En conséquence déclare qu'il n'y a pas lieu à plus amples poursuites contre le lieutenant général Bordessoulle, le lieutenant général Guillemot, ni contre les inculpés Gabriel Julien Ouvrard, Victor Ouvrard, Touron, Sicard, Rollac etc.

Mais l'affaire continue, attisée par des hommes politiques désireux de mettre à mal le gouvernement de Charles X et en octobre 1828, soit cinq ans après la fin de l'expédition d'Espagne, paraît un dernier mémoire au Roi.

La découverte d'un mémoire sur Ouvrard²⁷, apporte un éclairage nouveau sur le personnage. Son tempérament de battant transforme sa plaidoirie de défense en une attaque bien structurée contre l'administration du ministère de la Guerre et nommément contre le Ministre. Dès les premières pages, il attaque :

“livré aux tribunaux, je suis regardé comme seul auteur des dépenses extraordinaires de la guerre d'Espagne, quoique ce ne soit point moi qui les aie faites”.

Ses arguments utilisent la franchise populaire, mêlée de brutalité avec beaucoup de roublardise.

Ouvrard est arrivé et comme par magie, les problèmes ont disparu. Parce que Ouvrard inverse les données de base. Les approvisionnements ne viendront plus de France, mais d'Espagne où ils seront payés à un prix supérieur au prix du marché. Pour attirer les fournisseurs espagnols, il met au point un système de prime à l'achat, fonction de l'heure de livraison des produits. Il fait savoir au Maire d'une commune espagnole qu'il a besoin pour le lendemain matin à 10 heures de cent unités de fourrage, à un Franc l'unité si le prix normal en Espagne est de quatre vingt centimes. Tout fournisseur qui livrera avant l'heure prévue, aura une prime, décroissante en fonction de l'heure, ainsi celui qui livrera à 8 heures percevra un Franc vingt centimes l'unité, celui de 9 heures un Franc dix centimes et ensuite un Franc. La psychologie d'Ouvrard est plus efficace que celles des fonctionnaires français, les paysans espagnols se précipitent pour arriver les premiers et fournir plus que les cent unités commandées. Le système coûte cher, sans doute, mais il fonctionne à merveille, et contribue grandement à la bonne entente entre l'armée française et les paysans espagnols.

Les retombées internationales

Sur le plan européen, les retombées de la campagne sont très positives. La France reprend son rang, toutes les nations, y compris l'Angleterre, se félicitent du bon déroulement de l'expédition française. Canning, alors Premier Ministre, déclare :

“Jamais armée n'a fait si peu de mal et n'en a empêché autant”.

Chateaubriand²⁸ encore Ministre des Affaires Étrangères jusqu'au 6 juin 1824, écrit pour justifier sa guerre :

“quelle est donc cette guerre dont les résultats ont été universellement bénis ? Rome pendant deux jours illumine ses ruines, la Bavière, la Saxe, le Danemark, envoient leurs félicitations, Vienne, Berlin, Petersbourg, bien qu'opposés de sentiments, applaudissent”.

Un projet avorté

Les autorités françaises veulent-elles profiter de leur victoire et de la grande faiblesse de la monarchie espagnole? Il y a eu, en effet, un projet de rectification de la frontière entre la France et l'Espagne, il se trouve aujourd'hui aux Archives Historiques de Madrid²⁹.

L'auteur, le lieutenant général baron Nicolas Haxo, a été désigné le 26 Juin 1824 pour une inspection générale des fortifications de la frontière. Il fait remonter l'argumentation du

²⁷ Un mémoire pour G.S. Ouvrard par M. Mauguin à Paris chez Baudouin mai 1826

²⁸ Chateaubriand, François René, vicomte de Mémoires d'Outre Tombe 3ème partie, 2ème ep. livre 5ème paragraphe 24

²⁹ Archivo Historico Nacional - Madrid - Liasse E.2840, exp. N° 12.

projet qu'il présente au Roi Charles X, au couronnement à Pampelune en 1494 de Jean d'Albret et de Catherine de Foix, comme roi et reine de Navarre, par Ferdinand le Catholique. Ce dernier, peu de temps après, s'empare par la force de la Navarre. Les droits de Jean et Catherine passent finalement à la couronne de France par leur descendant Henri IV.

L'auteur énumère tous les traités entre la France et l'Espagne qui se succèdent au cours de siècles qui ne résolvent jamais la question de l'appartenance de la Navarre, mais réservent toujours les droits et prétentions du Roi de France. Reprenons le texte de ce document du 15 novembre 1823 :

“La situation dans laquelle la France se trouve en ce moment vis-à-vis de l'Espagne semble lui fournir une occasion favorable pour entamer une nouvelle négociation... Il n'est point à craindre que le gouvernement du roi puisse être taxé d'ambition sur ce qu'il réclamera quelques parties de territoire sur lesquels la maison de France a des droits incontestables, ni qu'on lui reproche d'abuser des circonstances : la générosité et le désintéressement de Sa Majesté ont paru d'une manière assez éclatante lorsqu'elle a employé son armée, sa flotte et son trésor au rétablissement du roi d'Espagne...”

L'argumentation de Nicolas Haxo repose sur un principe universellement admis : en montagne la frontière séparant deux nations passe par la ligne de crête ou ligne de partage des eaux.

En conséquence la France réclame, les cantons d'Irun et de Fontarrabie, quatre mille sept cents âmes et 3,71 lieues carrées, la vallée de Bastan, le canton de Vera, la moitié du territoire indivis des Aldudes soit vingt sept mille neuf cent trente âmes et 41,53 lieues carrées. S'ajoutent quelques parcelles en Aragon, vallée d'Aran et Catalogne, portant le total à quarante cinq mille trois cents âmes et 81 lieues carrées.

En échange, la France pourrait abandonner à l'Espagne la forêt d'Iraty (inhabitée) et *“son droit de protection sur la vallée et pays d'Andorre qui comprend dit-on quatorze mille âmes”*.

La conclusion est assez hypocrite:

“L'Espagne pourrait y gagner la possession paisible et assurée du reste de la Navarre qui comprend une population de cent quatre vingt quatorze milles âmes et une surface de deux cent douze lieues carrées”.

Haxo accepte de laisser à l'Espagne une région qui lui appartient depuis quatre cents ans !

Pourquoi la France, ou plutôt certains chefs militaires envisagent-ils d'annexer Irun, Fontarabie et Vera, dont l'intérêt n'apparaît pas évident. Ce projet a pu être inspiré par les relations difficiles entre l'armée française et les partisans de la monarchie absolue. Il n'a pas de suite, sans doute Charles X et son premier ministre choisissent-ils de ne pas envenimer la situation, Irun et Fontarabie restent espagnoles. Ce projet de frontière entre la France et l'Espagne sera l'objet de nombreuses conférences entre les deux pays pendant tout le XIXe siècle et sera réglé par Napoléon III³⁰.

Les Espagnols remercient la France.

Le roi Ferdinand VII écrit, le 12 octobre 1823, au duc d'Angoulême:

“je vous offre le palais de Buena Vista à Madrid en toute propriété et vous concède le titre de prince du Trocadéro afin qu'en toutes choses votre Altesse Royale se considère comme membre de mon auguste maison”.

Angoulême, en désaccord total avec la politique menée par le Roi, refuse courtoisement et regagne la France aussi vite qu'il le peut.

³⁰ Si Irun et Fontarabie étaient devenues françaises en 1823, in Ekaïna n°106, 2e trimestre 2008, par l'auteur.

Le 22 novembre il est à Oyarzun, de là, avant de quitter l'Espagne il rédige un dernier Ordre Général à l'Armée.

“La campagne étant heureusement terminée par la délivrance du roi d'Espagne et la prise ou la soumission des places de son royaume, je témoigne à l'armée des Pyrénées en la quittant, ma vive satisfaction pour le zèle, l'ardeur et la parfaite discipline qu'elle a constamment observées. Je me trouve heureux d'avoir été placé par le Roi à la tête d'une armée qui fait la gloire de la France”.

La vraie victoire de l'armée française n'est ni la prise du Trocadéro, ni la libération de Ferdinand VII, c'est le ralliement de l'armée aux Bourbon. L'expédition d'Espagne a permis de forger une armée homogène, dévouée, disciplinée. Le duc d'Angoulême et ses officiers peuvent remercier les troupes et se féliciter du travail accompli.

Le baron d'Eroles, capitaine général de Catalogne, écrit le 19 octobre au duc d'Angoulême, depuis son quartier général de Sabadell, pour lui exprimer sa reconnaissance d'abord parce qu'il a été nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, et ensuite pour l'heureuse campagne :

“la nation espagnole était malheureuse avant votre apparition au milieu d'elle, votre sagesse l'a sauvée dans son honneur, vous lui avez rendu son Roi mais nos malheurs ne seraient pas finis si vous nous retiriez votre main protectrice”.

Cette protection Louis XVIII puis Charles X l'accordent en maintenant des troupes françaises sur le territoire espagnol jusqu'en 1828.

De nombreuses voix se sont élevées en France contre cette occupation. Parmi elles, celle de Duvergier de Hauranne. Dans un court ouvrage³¹, il reconnaît volontiers la brillante réussite militaire de l'expédition française, mais critique fermement les médiocres résultats politiques. Il ose écrire, sous le règne de Charles X, roi plus absolutiste que son frère Louis XVIII, que la situation politique n'a été en rien améliorée. Les Français ont remis sur le trône un roi absolu, qui n'a rien appris de cette expérience de trois ans, qui refuse toute amnistie, et surtout depuis sa libération, n'a rien fait pour réorganiser l'administration, le système d'imposition et enfin libéraliser son pays. Duvergier de Hauranne conclut sur une opinion exprimée naïvement, mais parfaitement réaliste:

“Notre commerce a besoin des débouchés de l'Espagne, si elle était tranquille elle pourrait consommer beaucoup de nos produits”

A la même époque A. Caze³² écrit:

“l'armée française aurait dû se retirer après la délivrance du Roi”.

Ferdinand VII demande, par crainte d'un nouveau soulèvement militaire, le maintien des troupes françaises en Espagne dès la fin de 1823, ce que Louis XVIII, malade, accorde sans trop réfléchir aux conséquences. Les frais de l'armée d'occupation ne seront jamais réglés. En restant quatre ans en Espagne après la libération du Roi, la France est passée dans l'opinion espagnole de puissance amie libératrice, à puissance occupante d'abord gênante, puis insupportable et honnie.

En décembre, d'autres lettres de remerciement sont adressées au duc d'Angoulême : le 4 par le Conseil de Castille, le 9 par les Grands d'Espagne. Chaque lettre, très chaleureuse, est accompagnée de deux pages de signatures, tout ce que l'Espagne compte comme fidèles de Ferdinand veut signer. Toutes ces lettres se trouvent dans cette liasse inépuisable, la 2840, aux Archives Historiques Nationales de Madrid.

³¹ Duvergier de Hauranne Coup d'oeil sur l'Espagne Paris 1824

³² Caze , F. La vérité sur l'Espagne .Paris 1825

Chapitre 13

Le coût de l'expédition pour la France

Pertes en hommes

Les registres des décès, survenus dans les hôpitaux militaires, se trouvent au S.H.D. série X^z. La liasse X^z 63 concerne l'expédition d'Espagne. On y trouve des actes de mariage entre soldats français et jeunes femmes espagnoles. Aussi des actes de décès, mais comme de nombreux régiments n'ont pas envoyé leurs registres, on ne peut faire une étude exhaustive à partir de ces documents trop incomplets. A titre de sondage seulement on peut noter :

- A l'hôpital militaire de Cadix, d'octobre à décembre 1823, on compte 100 décès dont beaucoup par fièvre ou par noyade.

- A l'hôpital civil de Barcelone, 83 décès sont recensés pour l'année 1824 et 169 de janvier 1825 à novembre 1827.

Il s'agit là de documents inexploitable.

Lorsque le baron de Mériage dresse l'état détaillé des troupes présentes au 1er avril 1823, au 1er octobre 1823 et au 10 mai 1824, état que nous avons déjà utilisé, il indique :

"les pertes faites pendant la campagne s'élevèrent d'après les états de situation parvenus et les rapports d'hôpitaux à 3.400 hommes".

Compte tenu des pertes en hommes, relevées dans des comptes rendus de combats, cette valeur semble vraisemblable. Elle est faible pour une expédition militaire de six mois : 2,6% des effectifs engagés. Une phrase du baron de Damas dans ses Mémoires la confirme, phrase cynique mais qu'il faut replacer dans le contexte de 1824:

"cette campagne si brillante par sa cause et par ses effets ne nous avait coûté guère plus de monde que nous n'en perdons les années ordinaires dans les hôpitaux".

Au vu des informations partielles recueillies dans la liasse X^z. 63, on peut supposer que sur les 3.400 décès reconnus, au moins la moitié provient de maladies ou d'accidents comme les noyades.

Coût financier

Pour connaître le coût financier de la campagne, nous avons recours aux documents suivants :

- Archives Économiques et Financières du Ministère de l'Economie et des Finances et de l'Industrie³³

- Archives du S.H.D. série X^t intendance XIXème siècle et plus particulièrement X^t.24 et X^t.25

- Recueils des traités de la France³⁴

- Histoire financière de la France³⁵

Pour connaître le coût exact de la campagne de 1823, il faut prendre en compte les dépenses du Ministère de la Marine et celles du Ministère de la Guerre. Les budgets de dépense de ces deux ministères étudiés pour les années 1821 à 1824 conduisent à un

coût total de l'expédition d'Espagne:

246 millions Francs

En 1823, le gouvernement de Louis XVIII consent un effort considérable pour remettre le roi Ferdinand VII sur son trône. Il fait porter une partie de cette dépense

³³ Centre des archives économiques et financières volume 613 CGF/MAG

³⁴ Recueil des traités de la France par De Clercq tome 3

³⁵ Recueil des traités de la France par De Clercq tome 3

extraordinaire sur l'ensemble des Français, puisque le poste recette augmente, entre 1822 et 1823, d'environ cent millions.

Le compte de trésorerie pour l'année 1823 fait apparaître une créance sur l'Espagne portée en recette au budget de 1823, et qui reste à recouvrer au 1er janvier 1824, s'élevant à 34 millions de Frs. Il s'agit du prêt pour l'entretien et l'armement des 30.000 hommes de l'armée de la Foi, selon la convention relative aux avances versées du 29 janvier 1824 signée à Madrid entre le marquis de Talaru, ambassadeur de S.M.T.C. et le 1er secrétaire d'état de S.M.C parue dans le recueil des traités de la France (op.cit.)

Article 1. Le gouvernement espagnol reconnaissant les dépenses faites par la France pour le rétablissement du trône d'Espagne et désirant satisfaire à ses réclamations, se déclare débiteur envers la France d'une somme de 34.000.000 de francs, tant à titre de remboursement pour avances de fonds que pour raison des dépenses qu'elle a été dans le cas de faire pour les troupes espagnoles organisées ou non organisées ou à quelque autre titre que ce soit, pendant le cours de la campagne de l'année 1823.

Article 3. Le mode de payement de la reconnaissance ci-dessus sera ultérieurement réglé.

Une seconde convention est signée entre la France et l'Espagne, le 10 décembre 1824, pour la prolongation, à la demande du Roi d'Espagne, du séjour des troupes françaises dans la Péninsule.

Article 1. Le corps d'armée française actuellement existant en Espagne sera réduit à 22.000 hommes à partir du 1er janvier 1825

Article 2. Ces troupes seront réparties dans les places suivantes : Cadix, Île de Léon et ses dépendances, Barcelone, Saint Sébastien, Pampelune, Jaca, Seo de Urgel, Saint Ferdinand de Figuières.

Article 8 : la différence du pied de paix au pied de guerre pour les dépenses de soldes, nourriture, équipements et d'entretien serait à la charge de l'Espagne pour un montant de 900 000 Frs par mois soit 10.800.000 Frs par an.

À la fin de l'année 1826, les troupes françaises sont encore en Espagne. Au 1er janvier 1827, le montant de la dette de l'Espagne s'élève à :

- avances de fonds pour l'année 1823 34.000.000 Frs
- avances de fonds pour l'année 1824 24.000.000
- avances de fonds pour l'année 1825 10.800.000
- avances de fonds pour l'année 1826 10.800.000

Soit un total de 79.600.000

Par la convention du 30 décembre 1828 entre la France et l'Espagne, ce pays reconnaît une dette de 80 millions envers la France et donne son accord sur les conditions de remboursement :

- annuités de 4 millions se répartissant en :
 - 2,4 millions pour le paiement des intérêts de 3%
 - 1,6 millions pour l'amortissement de la dette

Les annuités sont effectivement versées jusqu'en 1834 inclus. Tout paiement cesse après le 1er janvier 1835, en raison de la Première Guerre Carliste sans doute. L'Espagne a en tout et pour tout payé 7 annuités de 4 millions soit 28 millions, mais la dette est toujours comptabilisée en France et après plusieurs changements de régime, sous le Second Empire, en 1860, elle est estimée à 117,5 millions, capital et intérêt. Les relations personnelles, entre l'Empereur Napoléon III et la Reine Isabelle II, permettent en 1862 d'arriver à un accord amiable, la dette espagnole sera considérée comme soldée moyennant un titre de reconnaissance de 25 millions.

L'Empire cède ce titre de reconnaissance à la banque Rotschild pour
24.711,12 Frs

laissant à la banque une commission de 1,15%.

Près de 40 ans ont été nécessaires pour que l'Espagne rembourse à la France la solde et l'entretien des soldats de l'armée de la Foi. Le montant perçu, environ 52 millions, ne correspond qu'à 65% des sommes déboursées sans tenir compte d'aucun intérêt.

Pour affiner davantage le coût total de l'expédition française en Espagne, il faudrait ajouter aux 246 millions du coût direct, la créance sur l'Espagne de 80 millions et en déduire les annuités payées par ce pays, ainsi que le titre de reconnaissance réglé en 1862. Le total ainsi obtenu ne tiendrait aucun compte, bien entendu, des intérêts. Il se monterait à

$$246 + 80 - 28 - 25 = 273 \text{ millions}$$

Chapitre 14

Les suites de l'expédition en Espagne

Dès sa libération et pendant les premières années suivant la victoire française, Ferdinand s'acharna contre les libéraux vaincus avec une violence que rien ne put arrêter. Le duc d'Angoulême manifesta son désaveu de cette politique en refusant le titre de prince du Trocadéro que le Roi lui offrait:

"C'est avec regret que je me vois obligé de représenter à votre Majesté que tous les efforts de la France pour La délivrer et soumettre l'Espagne deviendraient inutiles si Elle continuait à suivre le pernicieux système de gouvernement qui a amené les malheurs de 1820. Depuis quatorze jours que Votre Majesté a recouvré son autorité, on ne connaît encore d'Elle que des arrestations et des édits arbitraires... Aussi l'inquiétude, la terreur et le mécontentement commencent-ils à se répandre partout".

Louis XVIII écrit également à Ferdinand, à la fin du mois d'octobre 1823, une lettre plus diplomatique sans doute dans la forme, mais dont le fond est aussi brutal :

"Désormais ma tâche est finie et la votre commence ... Les princes chrétiens ne peuvent régner par des proscriptions .. Je crois qu'un décret d'amnistie serait aussi utile aux intérêts de Votre Majesté qu'à ceux de son royaume. Un arbitraire aveugle loin d'augmenter la puissance des Rois l'affaiblit."

Dès le 4 octobre, moins d'une semaine après sa libération, Ferdinand VII fait imprimer un de ses premier *"ordres royaux"*³⁶ qui ne laisse aucun doute sur ses intentions. Il y est dit que pendant son voyage de Puerto Santa Maria à Madrid, le roi ne veut voir, à moins de cinq lieues de sa route, aucun individu qui, pendant l'époque constitutionnelle, ait exercé une quelconque fonction comme député aux Cortes, conseiller d'état, membre du tribunal suprême de justice, commandants généraux, chefs politiques etc.. De plus, il interdit *"à tout jamais"* à toutes ces personnes de s'approcher de moins de quinze lieues de la Cour.

Huit mois plus tard, le général comte d'Arbaud Jouques écrit³⁷ au lieutenant général vicomte Digeon, commandant l'armée française restée en Espagne :

"Il n'y a pas de ville en Espagne où il y eut autant d'arrestations qu'à Valence, Alicante et Murcie, comme dans l'horrible temps de la Terreur en France, tous les édifices sont devenus des prisons."

³⁶ Archivo Historico Nacional- Madrid Liasse E 3120

³⁷ Archivo Historico Nacional - Madrid - Liasse E 3133

Et plus loin il demande de l'argent : *“le gouvernement pourrait envoyer de l'argent pour soulager l'extrême misère, payer les pensions et faire travailler les officiers de l'arsenal”*.

Ferdinand VII va ainsi se venger jusqu'à sa mort en 1833, sur tous les Espagnols non monarchistes absolus, qu'ils aient eu, ou non, une participation même minime au triennat libéral.

Plus tard, Ferdinand VII décidera de modifier l'ordre de succession au mépris de la loi salique qui est en vigueur depuis l'accession au trône d'Espagne du petit fils de Louis XIV. Le Roi désigne sa fille Isabelle pour lui succéder le 3 avril 1830.

Adolphe de Bourgoing³⁸ rapporte :

“Ferdinand viola la loi fondamentale établie en Espagne depuis 1713, avant cette date les femmes parvenaient au trône de Castille selon la loi castillane cognitive. Ferdinand, de sa propre volonté, sans s'appuyer sur la nation, a renversé la loi d'hérédité qui gouverne l'Espagne depuis plus d'un siècle”.

Ferdinand exige que chaque responsable, tant au gouvernement que dans l'administration, prête serment de fidélité à sa fille. Ce sera l'une des principales causes de la première guerre carliste, puis de la seconde à la fin du XIX^{ème} siècle.

Le roi Ferdinand mourut le 28 septembre 1833. Le 3 octobre son frère Carlos, depuis le Portugal se proclama *“Héritier légitime et roi”*. Très vite des révoltes en sa faveur éclatent un peu partout. Parmi ceux qui le soutiennent, on retrouve des généraux de l'armée de la Foi, comme Santos Ladron, des Basques, des Navarrais défendant leurs Fueros et tous ceux qui veulent maintenir une monarchie absolue.

Paradoxe de cette révolte, les carlistes luttent contre la fille de Ferdinand, roi absolu, en se présentant comme les défenseurs de l'absolutisme.

Cette première guerre carliste va amener une nouvelle intervention française en Espagne, limitée il est vrai, mais ce sera la quatrième en quarante ans :

- Guerre de la Convention 1793-1795
- Guerre d'Indépendance 1808-1813
- Expédition française de 1823
- Première guerre carliste 1834

Le duc de Frias³⁹ dans une lettre du 25 juin 1835 à S.E. le duc de Broglie, accepte l'offre de la France, qui propose de mettre à sa disposition la Légion Étrangère se trouvant en Afrique. C'est le général Harispe, simple capitaine d'un bataillon basque pendant la guerre de la Convention, puis lieutenant général pendant la Guerre d'Indépendance, qui le 15 avril 1836 définit les conditions de recrutement de la Légion Étrangère puis de sa prestation à l'Espagne. Il s'agit dans un premier temps d'une force de deux mille hommes qui passeront au service de l'Espagne tout en restant inscrits au service de la France. Pour cette première guerre Carliste, on se reportera à l'ouvrage bien documenté de Emilio Condado Madera⁴⁰.et à la biographie du Maréchal de France Jean Harispe⁴¹

³⁸ Bourgoing, de, Adolphe. L'Espagne souvenirs de 1823 et 1833 .

³⁹ Archivo Historico Nacional - Madrid - Liasse E 8132

⁴⁰ Candado Madera , Emilio. La intervencion francesa en España 1835-1839 .Madrid 2002

⁴¹ Lebourleux, André. Biographie du Maréchal Harispe in Cuaderno del tricentenario n° 11 de abril 2011

Conclusion

Que dire de cette guerre qui n'ose pas en porter le nom ? Pour l'un de ses plus illustres chefs, le maréchal Oudinot, l'expédition se résume en une phrase : *“Ce qui me fâche et m'inquiète en tout ceci c'est que ces gens là croient avoir fait la guerre”*. Pour un guerrier comme Oudinot, l'expédition de 1823 ne peut se comparer aux brillantes campagnes napoléoniennes. Sa remarque désabusée, un peu méprisante, doit-elle être prise au pied de la lettre ? Sans doute pas, il y a eu des combats, des blocus et une belle attaque, celle du fort du Trocadéro, mais les constitutonnels manquaient souvent de tonus et d'organisation.

Le gouvernement de Louis XVIII a su utiliser tous les moyens à sa disposition pour frapper l'imagination des opinions française et européenne.

Il a réussi une opération psychologique en s'appropriant une des gloires de l'Empire. La construction de l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris était arrêtée depuis la fin des Cent Jours. Le 9 octobre 1823 une ordonnance de Louis XVIII proclame :

“Voulant perpétuer le souvenir du courage et de la discipline dont l'armée des Pyrénées vient de donner tant de preuves en Espagne, Nous avons ordonné et ordonnons : l'Arc de Triomphe de l'Étoile sera immédiatement terminé”.

Sur un dessin de 1824, se trouvant à la bibliothèque du Musée des Armées, on peut lire sur le frontispice de l'Arc de Triomphe :

“À l'Armée des Pyrénées”

C'est ainsi que jusqu'au début du règne de Louis Philippe en 1830, l'Arc de Triomphe s'appelle *“Arc du Trocadéro”*.

Louis XVIII voulut que le défilé de la victoire eut lieu à Paris le 2 décembre, date mythique s'il en est, choisie afin d'occulter l'anniversaire du sacre de Napoléon et la victoire d'Austerlitz.

Angoulême quitte Bayonne le 23 novembre, le 27 il est à Bordeaux. Chaque traversée de ville ou de village s'accompagne d'une cérémonie, de félicitations des édiles et d'un arc de triomphe en feuillage. Le 2 décembre il est à Versailles. Le même jour, à 12h30, à la tête de ses troupes, il descend les Champs Élysées pour arriver à 14 h devant les Tuileries où Louis XVIII, à son balcon dans son fauteuil d'infirme, l'accueille en le serrant dans ses bras.



LOUIS XVIII au balcon des Tuileries le 2 décembre 1823, par Louis Ducis.
R.M.N. 00962593

Une foule immense est venue acclamer l'armée. Les cris "*Vive le Roi*", "*Vivent les héros du Trocadéro*", "*Vivent les Bourbon*" retentissent.

Le gouvernement de Louis XVIII a su consolider les liens entre les Bourbon et les Français. Il a effacé, momentanément, les souvenirs des gloires napoléoniennes. Quant à Chateaubriand, il se félicitera longtemps encore d'avoir voulu cette guerre, "*sa*" guerre.

L'expédition des Cent Mille Fils de Saint Louis n'a été bénéfique que pour la France. Entreprise au nom du respect du principe d'absolutisme et des liens familiaux entre Bourbon, elle a eu des conséquences désastreuses pour l'Espagne en restaurant un roi indigne de ce grand pays. Pendant tout le XIXème siècle, l'Espagne, par la faute de Ferdinand VII, restera à l'écart des grands courants industriels, elle sera paralysée par des guerres civiles coûteuses en hommes et en énergie créatrice.

Manuel Petinal a résumé dans un article⁴² récent les conséquences du retour de Ferdinand VII sur le trône : "*Cette guerre a été le début d'un siècle d'affrontements cruels entre Espagnols.*"

⁴² Petinal, Manuel. Oristre, defensa de Cadiz en 1823. In Revista de Historia Militar de Espana

BIBLIOGRAPHIE

1 - Documents d'Archives

1.1 Archives françaises

Service Historique de l'Armée de Terre

Dossiers de maréchaux et d'officiers généraux série 6Yd - 7Yd et 8Yd

Série Xt 24 et 25 - intendance

Série D1 armée d'Espagne 1821-1828

Série Xz.63 état civil

plans série L12 - B3124 - B 3134

Archives économiques et financières - Ministère des Finances B 31399
et volume 613 CGF/MAG

1.2 Archives espagnoles

Archivo Historico Nacional - Madrid liasse série Estado E 3077-2840 -3118-3120-3133-2579-3529-3530-3024

Évêché de Pampelune boîte 363

Archivo General de Simancas série E: 8184

Gaceta de Madrid

2 - Ouvrages consultés

2.1 Français : Les prémices de l'intervention

- Mémoires d'Outre Tombe - Chateaubriand
- Histoire de la Restauration par E. de Waresquiel et B. Yvert
- La Restauration par G. de Bertier de Sauvigny
- Les campagnes de la Restauration par René Bittard des Portes
- La vie quotidienne en Espagne au temps de Goya par J. Chastenot
- Histoire de l'Europe au XIXème siècle par Benedetto Croce, chez Plon 1959
- Les institutions militaires de la France 1814-1924.J. Monteilhet. Paris 1926
- Histoire de la Maison militaire du Roi de 1814 à 1830. Eugène Titeux. Paris 1890

Les hostilités

- Histoire de la guerre d'Espagne en 1823 par Horace Raison
- L'Espagne souvenirs de 1823 et 1833 par Adolphe de Bourgoing
- Mémoires anecdotiques du général marquis de Bonneval par Armand de Bonneval
- L'expédition française d'Espagne en 1823 par G. de Grandmaison
- Histoire de la campagne d'Espagne en 1823 par Abel Hugo (2 tomes)
- L'Espagne contre Napoléon par J.R. Aymes. Fondation Napoléon 2003

Les mémoires

- Souvenirs militaires du colonel de Gonneville
- Mémoires sur la dernière guerre de Catalogne - F. Galli
- Lieutenant général Armand Charles Guillemainot - J.P. Guillemainot
- Histoire de la révolution d'Espagne de 1820 à 1823 par un espagnol témoin oculaire anonyme -Paris 1824 (2 tomes)
- Précis des opérations militaires dirigées contre Cadix dans la campagne de 1823 par le lieutenant général vicomte Dode de la Brunerie
- Mémoires du baron de Damas publiées par son petits fils, le comte de Damas, 2 Tomes Paris 1922

- Souvenirs d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne.A.M. Gossez . Paris 1933

Les récits historiques

- Histoire militaire de la France A. Corvisier
- Historique du 34^e régiment d'infanterie de ligne Mont de Marsan 1894
- Récit Historique de la campagne d'Espagne faite en 1823 par le régiment de chasseurs à cheval de la Garde Royale - F. Tuffait
- Campagne des Français en Espagne. Faits d'armes de l'armée française en Espagne dédiés à l'armée des Pyrénées sous les ordres de S.A.R. le duc d'Angoulême
- Essai historique de la révolution d'Espagne et sur l'intervention de 1823 par le vicomte Gaye de Martignac
- Le Maréchal Moncey, duc de Conegliano. Colonel Michel Molières. L.C.V.Paris 2004
- Histoire contemporaine d'Espagne. F.G. Bruguera. Paris 1953

L'étude économique

- Histoire financière de la France depuis 1715 par Marcel Marion Tome V 1819-1875
- Un mémoire pour G. S. Ouvrard sur les affaires d'Espagne
- Recueil des traités de la France par Jules de Clercq Tome 3
- La population française pendant la première moitié du XIX^e siècle par Charles H. Pouthas. P.U.F. cahier 25 - 1956
- La vérité sur l'Espagne. F. Caze. Paris. 1825
- Réflexions sur la situation de l'Espagne considérée particulièrement sous le rapport financier, avec quelques aperçus sur ses ressources. F. Caze . Paris 1824
- Coup d'œil sur l'Espagne. M. Duvergier de Hauranne. Paris 1824

2.2 Espagnol

- Fernando VII, El Deseado par Angelica Sanchez Almeida. Alderaban. Madrid 1999
- Los cien mil hijos de San Luis par Benito Perez Galdos. Alianza. Madrid 1987
- La intervencion francesa en España 1835-1839 - E. Condado Madera. Fundamentos. Madrid 2002
- Historia de la vida y reinado de Fernando VII - anonyme Madrid 1842 (3 tomes)
- La Quiebra de la monarquia absoluta 1814-1820 par J. Fontana - Barcelone 1971
- Fernando VII par Maria Teresa Puga Garcia. Ariel. Barcelone 2004
- La crisis del antiguo regimen 1808-1833
- Rey, Cortes y fuerza armada en los origenes de la España liberal 1808-1823. Roberto L. Blanco Valdes. Madrid 1988
- Chateaubriand, Angulema y la campaña francesa en España de 1823 - Matilde Gomez-Chaparro Diaz. Thèse : Universidad de Madrid, Facultad Complutense de Madrid, Facultad de Filosofía y letras 1986
- La orden real de España 1808-1813 - Alfonse de Ceballos-Escalera y Almudena de Arteaga. Ed. Montalbo Madrid 1997

3 - Revues

3.1 Français

- Journal : Le Mémorial Béarnais - A.D.P.A.
- Revue d'Histoire de Bayonne du Pays Basque et du Bas Adour n° 141 - 150 - 159
- Revue Historique des armées n° 3 et 4

- Les cahiers de Montpellier n° 7.1983. Aspects de la guerre d'Espagne de 1823 par Jean Vidalenc
- Généalogie Histoire des Familles Pays Basque Adour Maritime n° 43

3.2 Espagnol

- Revista de Historia Militar n° 38 et 39
- Revista de Historia Militar de España y Latino America n° 4 Dec. 2002
Defensa de Cádiz en 1823 , Manuel Petinal
- L'image de la France en Espagne 1808-1850 par J.R. Aymes et Javier Fernandez Sebastian. 1995: La guerra de 1823 , consideraciones historiograficas, par Alberto Gil Novales
- Un Borbon en la estepa Napoleonica François Louis de Bourbon Busset par Francisco Luis Diaz Torrejon A.E.G.I.

4 - Ouvrages généraux, dictionnaires, encyclopédies

- Dictionnaire universel du XIXè siècle - P. Larousse tome 17
- Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire - G. Six
- Dictionnaire des colonels de Napoléon - Quintin
- Répertoire biographique des généraux de l'armée de terre sous la Restauration - C. Bessy

André LEBOURLEUX
La Nouvelière
64500 Ciboure
Février 2012

SUPPLEMENT

**Les richesses des archives historiques nationales de Madrid
avec quelques exemples choisis.**